

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**MOTTE  
BOSSUT**  
(tissage de  
Leers)  
**les flics et les  
cadres contre  
la grève**  
Voir page 5

## ARMÉE :

### les choix de la bourgeoisie

C'est aujourd'hui que s'ouvre, à l'Assemblée Nationale, pour ces deux jours, le débat sur la défense nationale. Ce débat avait été réclamé par les députés (ceux de l'UDR en particulier) pour discuter de la politique militaire du gouvernement pour les prochaines années, jusqu'en 1982.

En fait, la discussion qui s'ouvre aujourd'hui sera centrée autour d'un problème clé : l'utilisation des crédits de défense, la répartition entre forces nucléaires et forces conventionnelles. Cette question, en fait, entraîne une série d'autres : la bourgeoisie va-t-elle renoncer à l'armée de conscription ? La réintégration de l'OTAN est-elle en cours ? La stratégie de dissuasion nucléaire est-elle remise en cause ?

C'est sur ces sujets que se sont affrontés (fort poliment) les divers spécialistes militaires de la classe au pouvoir.

Tous s'accordent au moins sur un point : l'insuffisance des moyens financiers de la France pour mener une défense nationale impérialiste à la hauteur de ses ambitions. Même le rapporteur giscardien de la commission du parlement sur la défense reconnaît que le projet gouvernemental est « imprécis », « vague et flou ». C'est loin de l'optimisme officiel de Giscard à la télévision.

Le rapporteur UDR, Le Thaulé, entend marquer combien son parti est attaché à la priorité nucléaire. Précisément, il vient de dénoncer l'affaiblissement régulier des crédits affectés à la force nucléaire stratégique (marqués en particulier par l'abandon d'une troisième batterie de missiles au plateau d'Albion et le report de la construction du 6<sup>e</sup> sous-marin nucléaire). Cet affaiblissement va de pair avec un transfert

Suite page 6

## Giscard aux USA

### «LA FIDELITE AUX USA» UNE MENACE CONTRE NOTRE PEUPLE

«La France organise et commande elle-même son effort de défense». Elle «ne fait pas partie d'une organisation militaire en temps de paix, et elle n'a aucunement l'intention d'y participer». Les propos, tenus hier matin à la radio par Giscard d'Estaing, avaient visiblement pour but de dissiper l'effet de ceux tenus la veille devant le congrès américain.

Ainsi, Giscard a voulu rappeler que, tout en faisant partie de l'alliance atlantique, la France ne participait pas à son organisation militaire intégrée, l'OTAN. Mais l'essentiel du discours au Capitole demeure ; il ne portait pas tant sur «la contribution de la France à l'efficacité de l'alliance atlantique» que sur «le plus grand prix attaché à l'engagement américain».

En clair, cette dernière phrase signifie la volonté de voir les troupes américaines rester sur le sol européen. Elle indique, non seulement que le gouvernement français ne fera aujourd'hui aucun geste allant dans le sens d'une défense européenne indépendante, mais qu'il espère, en cas de crise révolutionnaire, trouver chez les G.I.'s un appui militaire.

Par ailleurs, le président de la République éprouve le besoin, devant les députés américains,



de signaler que, pour lui, «la détente est une approche ouverte et sincère». L'abandon devant l'une des deux super-puissances se rejoint avec les concessions faites à l'autre : n'est-ce pas là, en effet, reprendre à Washington un thème cher aux dirigeants de Moscou ?

Mais les peuples d'Europe demandent, eux, que soit mis fin à ces occupations qui représentent de graves menaces pour leurs combats révolutionnaires.

## MARSEILLE

en marge de la querelle  
PS-P«C»

### LES SOCIALISTES AU POUVOIR

Voir page 10

## MONIN : LES CHARGEURS ONT GAGNE

Mardi soir, une entrevue a eu lieu entre la section CFDT et la direction, au cours de laquelle cette dernière est revenue en arrière. Elle accorde : la suppression d'un seul camion au lieu de 4, l'indemnisation des heures perdues, jusqu'à concurrence de 500F (250F payés le 15 juin, autant le 15 juillet), et pas de modification de l'organisation du travail en 76. Suite à ces propositions les chargeurs ont repris le travail hier matin, mais ils restent vigilants pour le respect intégral de l'accord. D'autant qu'un délégué

CFDT (contre lequel une plainte pour soi-disant «menaces de mort» avait été portée pendant la grève) est convoqué par la police chargée des travailleurs immigrés. Hier, les délégués CFDT n'ont pas repris le travail avant de ratifier le protocole d'accord, et ce matin les travailleurs se rassembleront... Un bilan des tournées de la journée de mercredi sera fait pour voir si l'accord est effectivement appliqué. Si celui-ci n'est pas respecté, les chargeurs sont prêts à reconduire le mouvement !

Corr. Lyon

## 37<sup>e</sup> Congrès LA CFDT AUJOURD'HUI

Voir page 9

## JERUSALEM

### LE V DE LA VICTOIRE pour les manifestants palestiniens



Voir page 8

# ENQUÊTE

## A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -7-

Par Serge LIVET

### POURQUOI DES LOGEMENTS NEUFS TOMBENT EN RUINE ?

### OU LES «SECRETS» DE LA CONSTRUCTION MODERNE

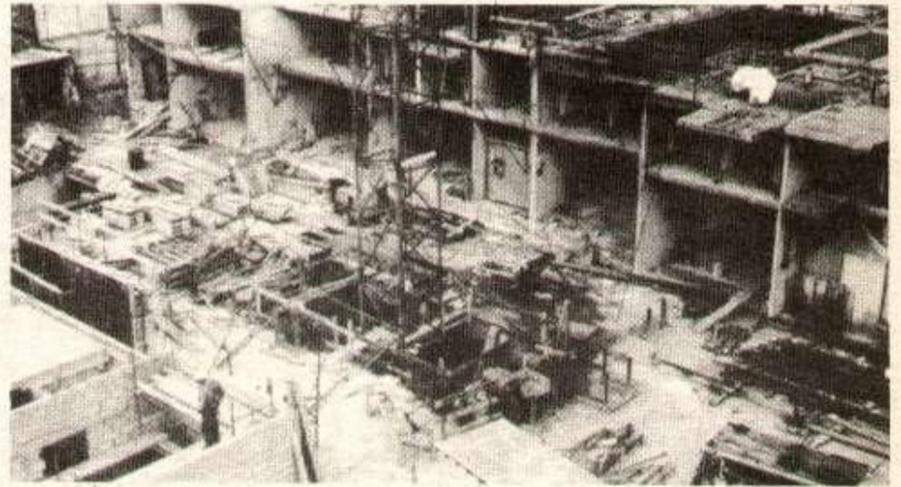
C'est devenu un fait notoire, dans presque tous les logements neufs du type HLM, on constate dès la livraison des défauts de finition et au bout de quelques années, parfois quelques mois, des dégradations diverses. Quant à l'extrême sonorité de tous ces logements, c'est devenu un lieu commun que d'en parler. Est-ce une fatalité, une conséquence nécessaire des méthodes modernes de construction ?

Dans cette affaire le béton fait un peu trop unanimement figure d'accusé, y compris dans la presse bourgeoise. C'est un moyen facile de camoufler les véritables responsabilités. La dégradation rapide des logements n'est pas un fait nouveau apparu avec la modernisation de la construction. Il y a un siècle, les logements populaires n'étaient pas de meilleure qualité. Il y avait déjà des malfaçons, des murs humides, des cloisons trop minces... Ce n'est pas la modernisation qu'il faut mettre en accusation mais ceux qui la mettent en

œuvre : les capitalistes du bâtiment. Ce sont eux qui décident de l'épaisseur d'un mur qui font des économies sur l'isolation, qui font monter les étages pour rentabiliser une opération. Que le matériau soit de la brique ou du béton importe peu en l'affaire quand c'est le profit qui est recherché plutôt que la satisfaction des besoins des masses.

Les méthodes modernes de construction devraient au contraire permettre d'abaisser le coût des logements, d'en construire en quantité suffisante et d'en améliorer la qualité même par rapport aux vieilles maisons de pierre. Mais pour cela il faudrait que ce soient les travailleurs qui dirigent et non les capitalistes du bâtiment.

Sur la façon dont sont construits les logements, l'évolution des techniques de construction, vos témoignages que vous soyez professionnels ou non seront précieux pour dénoncer les véritables responsables.



### LE SYSTÈME DES «MODÈLES» OU LE MATCH DES ENTREPRENEURS !

Il s'agit de concours ouverts chaque année à des équipes d'architectes et d'entrepreneurs. L'enjeu étant l'attribution d'un nombre important de logements HLM à construire.

Le projet doit correspondre à une grille de prestations (surfaces, équipements divers, chauffage, revêtement de sol...) tout en rentrant dans un prix plafond. La grille est établie par le Ministère de l'Équipement pour orienter la construction dans le sens voulu.

C'est ainsi, par exemple, que depuis quelques années, le chauffage électrique bénéficie d'une place de choix dans la grille, satisfaire le projet tout électrique tout nucléaire ; sans oublier que, le chauffage électrique nécessite une isolation renforcée, au plus grand bénéfice de BSN et St Gobain, spécialistes de la laine de verre et du double vitrage. Et tant pis pour les notes d'électricité des futurs locataires !

Ce système permet aussi, en choisissant bien la grille adéquate, corres-

#### Planoise (Besançon) «LE BÂTIMENT NE DEVAIT PAS AVOIR PLUS DE TROIS ÉTAGES»

J'habite une cité dans la banlieue de Besançon : Planoise. C'est une cité dortoir comme il en existe beaucoup : des blocs, des tours de 7 à 11 étages, on y voit que des bâtiments, rues, parkings.

Les immeubles qui ont 10, 11 ans sont déjà bien défectueux. Il y a dans un immeuble des fissures importantes. L'hiver, dans un appartement, les gens sont obligés d'ouvrir les fenêtres en permanence car ils ont trop chaud, tandis que dans un autre appartement, les gens ont froid, ils doivent mettre pulls ou couverture pour regarder la télé le soir.

Une trentaine de logements ont été déclarés sinistrés, mais combien d'autres sont dégradés ? Dans un appartement, l'eau de pluie s'infiltre, les murs sont noirs, moisis, le béton tombe dans une pièce, les carreaux de la salle de bain ont éclaté à cause du ruissellement de l'eau.

Que s'est-il passé ? Avant de construire, l'office du CRL (HLM amélioré, plus cher) a été prévenu qu'en raison de la nature du sous-sol, le bâtiment ne devait pas avoir plus de 4 étages, en fait le CRL en a fait construire 11. Plus on entasse de gens sur un espace minimum, plus c'est rentable. Aussi, suite au gel, à la neige la dalle a craqué et des fissures sont apparues au milieu du bâtiment.

pondant aux prestations habituelles de telle ou telle entreprise d'attribuer, sous l'apparence de la plus

### Qui intervient dans la construction d'une ZUP ?

- La société d'équipement coordonne toutes les opérations, achète les terrains nus, expulse, viabilise, avec comme financement des prêts de la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations). Elle se rembourse sur la vente des terrains viabilisés aux promoteurs, commerçants, industriels, collectivités locales.

- L'Etat décide de l'implantation (Ministère de l'Équipement), finance, (CDC), impose des normes d'occupation de sol (schémas d'aménagement, POS), décide du financement donc de la construction des logements, équipements... Les collectivités locales (municipalité, communautés urbaines, syndicats communaux) ont leur part de responsabilité sur la plupart des décisions.

- Les cabinets d'étude, maîtres d'œuvre (architectes, bureaux d'étude...) fournissent ces différentes études. Ils sont payés au pourcentage des travaux à réaliser !

- Les promoteurs (privés, sociétés et offices d'HLM) construisent les logements sur le terrain acheté à la société d'équipements. Ils amènent avec eux leur clientèle habituelle d'architectes et d'entrepreneurs. La construction est financée par des prêts et primes qui seront remboursés sur les futurs locations. Leur intérêt commun ; construire le plus vite possible, plus vite ce sera terminé, plus vite les loyers rentreront, peu importe la qualité et le prix puisque ce sont les futurs locataires qui paieront.

parfaite libre concurrence, des marchés de plusieurs milliers de logements aux Bouygues, SGE d'autres entrepreneurs qui hantent à longueur d'année les couloirs des ministères.

Une fois le marché attribué, on peut faire confiance à l'habileté des entrepreneurs, heureux élus, pour fournir le minimum de prestation, tout en restant dans le cadre du projet primé. Par exemple, le prix des fondations ne rentre pas dans le cadre des prix plafonds et aller voir la quantité réelle de béton coulé une fois les fondations terminées ! Par exemple, qui ira vérifier si l'épaisseur des menuiseries ou des matériaux isolants a quelques millimètres de moins, ou même s'il y a de l'isolant à l'intérieur des panneaux, sur des milliers de logements, ça commence à chiffrer. Et tant pis s'il fait un peu plus froid à l'intérieur des logements ou s'il y a un peu plus de courants d'air parce que les menuiseries sont voilées !

### INTERVIEW D'UN OUVRIER MAÇON

Quotidien du Peuple : Comment travaillait-on dans le bâtiment avant l'introduction des méthodes modernes ?

Il y a 30 ou 40 ans, on construisait tout en pierre ou en brique pleine. La surface habitable par personne était plus grande, le volume d'air plus important. La hauteur des pièces était environ de trois mètres, maintenant elles font moins de 2,50 m.

La construction en pierres, ça empêchait le passage du froid et de la chaleur.

QdP : Le travail de l'ouvrier du bâtiment était-il plus pénible ?

Ça n'était pas de tout repos, mais pour construire une maison, on prenait son temps, on construisait pour plus longtemps. Il n'y avait pas de machines : un monte-charges, des brouettes, pas de bétonnières. Après 36, on travaillait 40 heures la semaine même dans les petites entreprises. Maintenant, les semaines de 54 heures et plus ne sont pas rares.

Il y a trente ou quarante ans, il y avait beaucoup moins d'accidents graves sur les chantiers. Actuellement avec l'augmentation du rendement, avec la présence continue de contre-maîtres demandant d'aller toujours plus vite, les ouvriers sont poussés à prendre des risques, il y a des accidents graves dans toutes les boîtes. Et puis le patron, a toujours la possibilité de muter les ouvriers les plus combattifs d'un chantier à l'autre et de les isoler.

QdP : Aujourd'hui les logements sont sonores, pourquoi ?

Parce qu'ils sont entièrement en béton. Avant il y avait des planchers en bois posés sur des poutres ; c'est plus chaud que

le béton, et pour insonoriser on mettait de la sciure dans le plancher. Ou on mettait du liège sur les murs. La pierre et le bois ça donnait une bonne isolation thermique et acoustique. Le travail était mieux fait. Le maçon voulait être fier de son travail. Dans la même entreprise, il y avait plusieurs corps de métier : maçon, tapisier, peintre...

Aujourd'hui, il n'y a plus de métiers, tout le monde est manœuvre, il n'y a plus besoin de qualification pour couler du béton ou assembler des éléments. Ce qu'il faut c'est aller très

Où à condition de faire un mur de briques à quelques centimètres du mur de béton crépi et plâtré. Aujourd'hui on plâtre directement sur le béton, sans mettre de crépi, alors l'humidité passe. Et même comme on met de l'huile dans les coffrages, ce qui donne un mur en béton bien lisse, on ne met même plus de plâtre, on peint directement sur le béton, d'où une très grande humidité. L'humidité provient aussi de l'absence de toits. Avec un toit, il n'y a pas d'humidité, or on fait des terrasses, d'accord on fait l'é-



vite, tout est au rendement. Alors le travail est mal fait, j'ai vu des maisons de 10 mètres avoir 15 centimètres de faux aplomb. Les finitions sont à peine faites. Il y a des malfaçons, les murs se lézardent parce que les fouilles n'ont pas été assez profondes, et qu'on n'a pas coulé assez de béton. Les normes ont changé, elles sont moins strictes, et elles ne sont même pas respectées, les murs ne font pas l'épaisseur voulue. Avant les murs faisaient 50 centimètres d'épaisseur, maintenant, ils font 20 centimètres.

QdP : Mais est-il possible de faire de bons logements en béton ?

tanchéité, mais ça coûte très cher et ce n'est pas très efficace.

Pour insonoriser, il y a mieux que la laine de verre, il faut des doubles cloisons.

Beaucoup de constructeurs en plus, trompent le client sur la qualité, et sur le prix. Ainsi, dans les fondations, le constructeur facture tout au prix du béton alors qu'il a mis une bonne quantité de pierre.

S'il y a des malfaçons sur une construction, pour l'administration, constatés par un inspecteur, il est fréquent que le patron arrose l'inspecteur qui fermera les yeux.

## LE PCF ET LES CADRES

# OPERATION SEDUCTION

L'opération de séduction des cadres, relancée par le PCF avec une grande ampleur au XXII<sup>e</sup> Congrès, se poursuit : dans une résolution de son Bureau Politique, ce parti appelle à impulser le travail en direction de ces couches des ingénieurs, techniciens, cadres (ITC).

Dans sa déclaration, le PCF commence par mettre les cadres sur le même plan que la classe ouvrière : les cadres «voient (selon lui) leur pouvoir d'achat stagner ou régresser, leur emploi et leur qualification mis en cause». C'est une manière de mettre tout le monde dans le même sac, dans le cadre de «l'union du peuple de France», et de nier la place de la classe ouvrière, son rôle dirigeant.

Mais le PCF n'est pas à cela près. Il dénonce le patronat qui prétend, à son avis, «interdire toute liberté d'expression et d'organisation aux cadres». Là encore, forcé de reconnaître que les cadres qui, partout, se mettent en travers des luttes ouvrières (parfois physiquement), ne voient pas un grand frein mis à leur liberté !

Et surtout, le PCF prend bien soin de préciser en quoi cette liberté serait brimée : il y aurait «un écart croissant entre leurs aspirations et la possibilité de les satisfaire». Autrement dit, de par le

fonctionnement actuel des entreprises, il y a beaucoup de cadres qui restent à des postes subalternes, alors qu'ils voudraient bien grimper, avoir des «responsabilités».

Ce n'est pas du tout, donc, à ceux des ITC qui récusent le rôle que leur donne le capitalisme, que le PCF s'adresse. Peu lui importe le petit nombre des ITC qui passent sur les positions de la classe ouvrière, soutiennent son combat.

Non, l'union du peuple de France, c'est simplement un rassemblement où justement, tout le pouvoir est promis à ceux des cadres, qui défendent leurs privilèges de cadres. Dans la société «démocratique avancée» du programme commun, précisément, le PCF, dans son secteur d'Etat élargi, promet aux privilégiés d'aujourd'hui de nouvelles sinécures.

Paul LEFORT



Peugeot St Etienne : les cadres et les flics contre les travailleurs en lutte...

## LE PASSÉ DE MARCHAIS

Marchais vient encore une fois de se voir rappeler son passé de la dernière guerre, à l'occasion des attaques de Poniatowski. Comme à l'accoutumée, il proteste de son innocence. Il a même dit : «On ne me fera pas le coup de Salengro», (ce ministre du Front Populaire qui s'est suicidé à la suite d'une campagne de dénigrement). Bien évidemment, on ne risque pas de reprocher à Marchais d'avoir déserté, comme on le reprochait à Salengro, puisque le secrétaire du

PCF a rejoint l'Allemagne...

Pourtant, il y a deux ans, il a confié clairement cet épisode de sa vie aux journalistes Harris et Sédouy. Il reconnaît qu'il est parti en Allemagne, après avoir travaillé dans des usines françaises qui produisaient pour l'Allemagne, qu'il a travaillé dans l'aviation, fournissant directement son travail pour l'effort de guerre nazie. Mais, aujourd'hui, il trouve cela normal : «Il faut tout de même se rappeler l'époque : décembre 42. La

résistance. Bon. Résister mais avec qui ?... D'ailleurs, Duclos, lui-même le dit souvent, si on avait organisé un référendum en 40 et même en 41, Pétain aurait eu 90% des voix».

En se rangeant dans ces 90%, Marchais cherche à faire passer son action passée (pour le moins arriérée) pour une chose tout à fait compréhensible. Après coup, c'est une manière de nier les résistants, ceux des communistes qui sont morts en

luttant contre le nazisme. Manière de montrer, comme Pompidou, «son aversion» pour la Résistance. L'homme qui, aujourd'hui, est à la tête du PCF n'était, selon son propre aveu, «pas politisé, ni même syndiqué» en 1944.

Ce n'est pas tant sa collaboration pendant la guerre, mais la politique actuelle qu'il mène pour l'excuser, pour nier tout un pan de l'histoire ouvrière de notre pays qu'il faut rejeter. Là est le véritable Marchais collaborateur.

## AVANT LA COORDINATION ÉTUDIANTE DE RENNES :

### Examens : contrôle collectif ou report ?

Le Secrétariat d'Etat aux Universités prépare actuellement une circulaire sur les modalités d'examens. Plusieurs possibilités seraient avancées. Session repoussée à mi-juin ou en septembre, modification du rapport entre contrôle continu et examen terminal. Selon la durée des grèves, ces différentes solutions seraient adaptées aux diverses facs, avec l'accord des présidents d'université et des responsables d'enseignement.

La question des examens est très importante. C'est sur elle qu'a buté le mouvement dans un grand nombre de facs. Dans d'autres, elle n'a pas entravé la poursuite de la lutte. C'est le cas surtout des facultés parisiennes, de Lyon II, Rennes, Grenoble, Lille II, Strasbourg, Caen.

D'ores et déjà, un certain nombre de facs passent leurs examens, ce sont celles qui ont échappé au mouvement et, où la grève a été menée par l'UNEF. Dans plusieurs UER des «arrangements» ont lieu. On main-

tient les formes, mais en fait la validation est collective. C'est particulièrement le cas des facs dirigées par la «Gauche», où après avoir liquidé la grève, celle-ci tente de rétablir son crédit auprès des étudiants.

Le report des examens pose de graves problèmes aux étudiants salariés, à ceux qui effectuent un travail d'été, aux candidats à des postes de surveillants, ou à des bourses d'enseignement supérieur. Cette nouvelle manœuvre de Saurier Seité à la veille de la 6<sup>e</sup> Coordination Nationale étudiante qui se tiendra à Rennes, à l'Université de Haute Bretagne, jeudi et vendredi, vise à «encourager» le climat de reprise, avec l'aide de l'UNEF et des doyens de «gauche», et à isoler les facultés combattives. Elles est aussi significative d'un collectif reculé du gouvernement qui après avoir menacé les étudiants d'une «année blanche» (sans examens), fait d'autres propositions pour ne pas raviver un mouvement qui va sur sa fin.

## Recrutement à l'allemande dans l'enseignement «Suspects de faire trop de politique»

Une note d'information du DRONISEP de Créteil, publiée en décembre dernier, à propos du recrutement d'institutrices et d'instituteurs, précise, au paragraphe des conditions : «Peuvent être considérés comme indésirables, les candidats suspects de faire trop de politique».

Après les menaces de Lecanuet contre les juges progressistes, celles de Chirac et de Ponia au sujet de la neutralité de la fonction publique, cette circulaire est un pas de plus, un pas grave, dans la mise en place de la société répressive avancée que Giscard envie à son collègue allemand Helmut Schmidt. Ripostons énergiquement contre cette nouvelle atteinte aux libertés !

## en bref... en bref

**PONIATOWSKI RÉCIDIVE :** Le flic Poniatowski n'arrête décidément pas. Voilà qu'à l'Assemblée Nationale il reprend ses attaques contre les fonctionnaires ; ils doivent faire preuve d'apolitisme et d'impartialité. Exemple : les flics, ils sont fonctionnaires et ils sont apolitiques... !

**ET ROCARD RÉTORQUE :** L'attaque du ministre de l'intérieur vise évidemment en particulier le PS. (Mais plus fondamentalement, elle annonce une chasse aux sorcières contre tous les travailleurs de l'Etat qui ne sont pas d'accord avec le gou-

vernement). Quant à Rocard, il a rétorqué : «les fonctionnaires socialistes sont d'abord des fonctionnaires loyaux». La social-démocratie, on le sait, est toujours loyale à la bourgeoisie.

**LE PS POUR UNE FORCE D'INTERVENTION :** Dans la revue «Faire», Martinet du PS imagine, pour quand la gauche serait au pouvoir, «un pacte de sécurité méditerranéen» pour les «gouvernements démocratiques» et la création de «trois divisions d'assaut entraînées dans un esprit offensif» pour intervenir à l'extérieur.

## Le projet de loi de Simone Veil

### Faire de la famille un pilier de l'ordre bourgeois

Ce n'était pas l'enthousiasme dans les partis de la coalition gouvernementale autour des propositions contenues dans le projet de loi sur la famille. Il est vrai que l'insignifiance du projet de loi est telle qu'elle est apparue aux partis de la majorité parlementaire comme incapable de susciter la moindre illusion. Si même Hélène Misoffe spécialiste des questions familiales et féminines à l'UDR qualifie les propositions gouvernementales de «limitées et éparées», c'est qu'ils doivent être particulièrement vides.

Le projet de loi se limite à la création d'une nouvelle prestation familiale pour les parents seuls ; l'institution d'un congé maternité pour les femmes qui adoptent un enfant ; un congé post-natal de deux ans avec droit à l'avancement réduit de moitié pour les femmes fonctionnaires et quelques autres

mesures pour les femmes fonctionnaires et enfin la dispense du service national pour les pères de moins de 22 ans.

Il n'y a vraiment rien dans ces mesures qui puisse améliorer sensiblement les conditions de vie des familles. Simone Veil a promis que le

gouvernement allait au cours du VII<sup>e</sup> Plan, élaborer un statut de la mère de famille et proclamé que la famille «est le lieu primordial et quasi obligatoire de l'accomplissement individuel». Il faut donc s'attendre à ce que le gouvernement produise un ensemble de dispositions sur la famille plus consistant que ce qu'il vient de nous servir. A en juger par les discours tenus sur ce sujet, il s'agira d'inciter les femmes à rester au foyer afin de diminuer le chiffre des chômeurs inscrits et de tenter de faire de la mère de famille la gardienne des valeurs bourgeoises : respect de l'ordre établi, travail et

soumission, c'est à dire, de perpétuer le rôle répressif et oppressif de la famille traditionnelle, afin de contre-carrer la révolte des jeunes et des femmes contre l'ordre capitaliste et contre les rapports d'oppression dans la famille. Les luttes des femmes et des jeunes, remettent en cause les rapports familiaux traditionnels. Dans ces luttes, naît un nouveau type de relation familiale qui n'est plus fondée sur la soumission de la femme à l'homme et des enfants aux parents, mais sur la communauté d'intérêt, et les communautés de lutte contre le capitalisme.

S.L.

# LUTTES OUVRIÈRES

## Le Congrès CFDT de l'Union des Syndicats d'Ambulants et Tris soutient les 23 de Bourgogne Electronique

«Licenciés après 5 semaines de grève exemplaire pour arracher leurs revendications au trust Thomson, 23 travailleurs sont victimes d'une politique de répression systématique.

Comme ces 23 travailleurs le disent, le but de cette politique est clair :

- étouffer toute lutte où les travailleurs prennent l'initiative, se donnent les moyens de gagner...
- porter atteinte au droit de grève lui-même en supprimant les libertés syndicales...

Les faits parlent d'eux-mêmes : licenciement de délégués à Paris-Rhône sur intervention personnelle de Durafour, à Peugeot-Beaulieu, aux Câbles de Lyon, à Hoover... A Bourgogne Electronique, le trust Thomson licencie la plupart de la section CFDT : les 6 délégués, et 12 militants particulièrement actifs !

Aux PTT, sanctions et mutations frappent des militants syndicaux, la Circulaire Chirac vise à introduire ce qui existe déjà en RFA, l'interdiction aux fonctionnaires d'exprimer leur opinion politique. Au-delà, il s'agit pour le gouvernement de mettre au pas les syndicats pour faire passer sa politique de démantèlement des PTT...

Solidaires du combat de tous les travailleurs, nous ferons connaître le combat des 23 licenciés pour leur réintégration, nous serons partie prenante de cette bataille pour les libertés syndicales, pour les libertés démocratiques !»

Communiqué adopté à l'unanimité par le Congrès de l'USAT-PTT le 18 mars (sur proposition de la section de Paris-St-Denis)

## Réunion du Comité de soutien (Paris) aux 23 de Bourgogne Electronique

Réunion du Comité de Soutien (Paris banlieue nord), aux 23 de Bourgogne Electronique, qui se tiendra vendredi 21 mai à 18 h 30 à l'UL-CFDT de Levallois (92), rue Marius Aujan.

Toutes les sections syndicales CFDT et CGT, tous les travailleurs syndiqués ou non, tous les groupes locaux sont invités...

## Grève totale à l'unité de production de Courrières

Elle était motivée par un lock-out des mineurs de la fosse 5 de Salomines. Ce lock-out était dû au fait que les mineurs sont descendus une heure en retard à l'appel de la CGT. Ils se sont mis en grève pour exiger le paiement de la journée et ils ont été rejoints dans cette grève par l'ensemble de l'unité de production et actuellement le mouvement tend à se durcir.

## Rennes : la peur de la contagion !

La chambre correctionnelle de Rennes vient de casser en appel un jugement du tribunal de Saint-Nazaire de janvier 76. Trois délégués inculpés ont été condamnés à 250 F d'amende chacun ; alors que précédemment le directeur de Fives Cail Babcock (qui avait été séquestré) n'avait obtenu qu'un franc symbolique et aucune peine contre les travailleurs. La chambre de Rennes a estimé que l'application trop libérale de la loi de juillet 75 par le tribunal de Saint-Nazaire était «susceptible d'encourager le renouvellement de faits semblables au sein de l'entreprise ou dans d'autres établissements» !

## SNIAS (Châteauroux) : les travailleurs bloquent un airbus au sol !

Les travailleurs de la SNIAS à Châteauroux sont entrés désormais dans le troisième mois de lutte : depuis le 15 mars, pour s'opposer à la fermeture de leur usine, ils bloquent toute production.

C'est le 1<sup>er</sup> juillet que la direction envisage de mettre à la rue les cinq cents travailleurs. Ils viennent donc de franchir un nouveau pas dans la lutte qu'ils mènent. S'appuyant sur les initiatives prises en 74, et en 66, ils ont à nouveau bloqué un avion au sol. Il s'agit d'un Airbus, appartenant à Air France, qui devait servir à entraîner de jeunes pilotes devant passer leur licence.

A la SNIAS Châteauroux, pas un seul licenciement !

## Après Claudel, la SOPAD (Marseille)

# DURCIR LA LUTTE CONTRE NESTLÉ

SOPAD-Nestlé à Marseille, c'est l'usine la plus importante du groupe français avec 16 milliards anciens de bénéfices en 75. Implantée depuis 1952, cette usine n'a pas cessé de se moderniser. «Ils ont fait pour près de trois milliards anciens de transformations pour le décaféiné, et ce n'est pas fini», dit un ouvrier.

«Pour la direction, pas question de lâcher un franc». Cette intransigeance a décidé les 600 travailleurs avec la CGT et la CFDT à partir en grève illimitée pour une seule revendication : une prime de quart uniforme équivalente à une heure de salaire au coefficient le plus bas (135 F) pour tous les postés, soit environ 240 F par mois.

Bien sûr, la direction va aussitôt crier à l'assassinat et brandir la menace de la ruine à court terme. Les travailleurs ont accepté beaucoup trop de choses pour avoir envie de verser une larme sur la courbe des profits. La direction n'a-t-elle pas imposé le maintien des 41 heures jusqu'en juillet 76 alors que les accords nationaux avaient décidé 40 heures dès juillet 75 ?

### UNE RIPOSTE SANS PRÉCÉDENT...

A la Millière, lieu d'implantation de l'usine dans la vallée de l'Huveaune, SOPAD-Nes-

tlé est connue comme une boîte où jusqu'à présent, la direction avait pris l'habitude d'imposer sa loi sans trop de réactions. «Cette grève, elle n'y croyait pas au départ» disent les grévistes. Beaucoup sont surpris aussi de la durée et de la tenue du mouvement. Et il n'est pas question de s'arrêter. «Maintenant qu'on est dans le bain, on y reste».

### ...ET SANS LES CADRES

La maîtrise et les cadres, sauf une ou deux exceptions ne soutiennent pas le mouvement. Certains du secteur Nescafé, refusent de coopé-

## LDK (Paris 20<sup>e</sup>)

# MENACES PATRONALES CONTRE LES LIBERTÉS SYNDICALES

90 travailleurs de l'entreprise LDK (Duc Lamothé), située dans le 20<sup>e</sup> arrondissement à Paris, sont en lutte depuis le 13 mai. Leurs revendications sont au nombre de trois : augmentation de 200F pour tous, le 13<sup>e</sup> mois ; 40 heures par an pour permettre aux mères de famille de soigner leurs enfants quand ils sont malades.

Dans l'usine, les conditions de travail sont plus que mauvaises : les ouvriers travaillent dans l'huile et le bruit, et ce 9 heures par jour. Quant aux salaires, ils sont de 1560F par mois !

Il y a deux mois, les travailleurs créaient une section syndicale CGT, se donnant un instrument pour mener la lutte contre le patron. Ils forçaient la direction à provoquer des élections de délégués du person-

nel. C'est le 5 mai que la section syndicale CGT déposait un cahier de revendications. La direction refusait d'y répondre. La direction aujourd'hui, menace. Le 14, c'est à dire un jour après le début de la lutte, elle convoquait 5 fois de suite (!) les délégués CGT pour les menacer !

Mieux : elle menace les travailleurs de faire venir un huissier, si les affiches qui sont apposées sur le mur de l'usine pour populariser la lutte auprès des passants et des habitants du quartier, ne sont pas enlevées. Face à ces menaces, les travailleurs ne s'en laissent pas compter. Hier, ils distribuaient des milliers de tracts dans le quartier, appelant les habitants du quartier St Fargeau à les soutenir et à venir les rencontrer.

## La Rochelle :

# 4<sup>e</sup> semaine de grève des métallos

Après 4 semaines de grève, les métallos poursuivent leur action, les directions patronales n'ayant pas cédé aux revendications des travailleurs et mardi matin un vote a eu lieu : sur 2209 votants il y a eu 1558 pour la grève et 456 pour d'autres formes de lutte (débrayages...).

rer avec la direction. D'autres au contraire essaient de gagner des galons, mais c'est mal parti : «Plusieurs centaines de kilos de chocolat et 1,5 millions d'anciens francs de noisettes ont déjà brûlé», racontent les ouvriers en riant. «Ce sont des incapables. Si c'était un ouvrier qui faisait ça, il aurait un avertissement et serait mis à la porte».

De plus, les autres usines du groupe soutiennent cette lutte en refusant toute augmentation de la production. «Le problème, ce sont les usines étrangères et notamment l'Espagne» dit un délégué CGT. Avec la collaboration du fascisme, SOPAD-Nestlé espère être assuré contre les grèves en Espagne. «Mais, là-bas aussi, ils luttent de plus en plus» constate un ouvrier, unanimement approuvé !

Dès le début, les délégués CGT et CFDT ont fait appel à des ouvriers représentants plusieurs secteurs et volontaires pour les soutenir dans un comité de grève. Ce comité décide des modalités de poursuite de la discussion et en réfère à tous les travailleurs. Hier matin, mer-

credi 19 mai, un vote a été organisé : 339 pour la poursuite, 68 contre et 12 nuls. «Maintenant, ça a assez duré. A partir de cet après-midi, plus personne ne rentre dans l'usine. La direction doit céder». «Les cadres ont assez profité de la lutte des ouvriers», lance l'un d'eux. Pour les journaliers qui soutiennent cette grève sans y participer, le chômage technique sera sans doute décidé par la direction. Jeudi 20 mai, le Comité d'Entreprise se réunit avec elle pour en discuter...

### UN SOUTIEN A ORGANISER

Pour le soutien, des collectes auprès de la population et des commerçants ont été organisées. D'autres actions doivent être décidées. Dans la course électorale, Gaston Deferre et la municipalité PS de Marseille ont une bonne longueur de retard : que va faire Gaston ?

Les travailleurs qui ont lu et affiché le Quotidien du Peuple parlant de Claudel Nestlé, attendent des nouvelles des autres usines en lutte dans le trust et la solidarité de tous. Robert RIVIÈRE

## SUCCÈS CONTRE LA RÉPRESSION À LA FPA DE CAEN

Un moniteur voulait «resserrer la discipline dans la FPA. Il distribuait des avertissements à la pelle en visant plus particulièrement certains stagiaires qu'il provoquait souvent. Vendredi dernier, excédé, un stagiaire l'a quelque peu bousculé. Aussitôt bien sûr, c'est le renvoi ! Mais la colère montait depuis longtemps chez les gars et dans la journée de dimanche, un tract était tiré pour appeler à la riposte.

Lundi, après une assemblée générale et une tournée dans toutes les sections, c'est 200 gars qui sont montés dans l'après-midi occuper les bureaux du personnel. La presse et la télé étaient convoquées pour la circonstance. A 17 heures, le

directeur est revenu sur sa décision de renvoi, mais l'a remplacée par le passage devant une commission de discipline. Premier recul donc mais à partir de là, les choses ont trainé. Normalement, après trois jours, si la commission de discipline n'a pas eu lieu, la sanction est automatiquement annulée, mais Pialat (le directeur) refuse toujours de donner des preuves écrites de la réintégration du stagiaire.

Un succès très important dans cette lutte : pour la première fois en France dans un centre FPA, les stagiaires ont obtenu le droit de constituer des sections syndicales. Les élections avaient lieu hier.

Correspondant Caen

### ● WESPER-AIR-INDUSTRIE A PONS (Charente-Maritime) :

Les deux cent seize ouvriers de l'usine Pons sont en grève pour réclamer la suppression des écarts de salaires entre les différentes usines du groupe (A Pons, un OS gagne près de 270 F de moins qu'à Angoulême) !

### ● BERGER SA A LIEU-SAINT (Seine et Marne) :

Les cent travailleurs de Berger SA réclament une augmentation de leurs salaires et une prime de vacances. Pour les obtenir, ils sont en grève depuis vendredi.

### ● GIN A RUNGIS

Depuis deux semaines, les soixante-dix employées de la société de la tour Léna sont en grève avec occupation pour protester contre leur licenciement sans motif. Deux syndicalistes doivent passer en référés.

### ● 24 H DE GRÈVE SUR LES RÉSEAUX SNCF BANLIEUES DE PARIS NORD ET ST LAZARE

Les cheminots des gares de St Lazare et de Paris Nord sont en grève locale aujourd'hui contre la suppression de postes d'agents d'accompagnement des trains sur plusieurs lignes.

# LUTTES OUVRIERES

MOTTE-BOSSUT (TISSAGE COTON) A LEERS

## CADRES ET FLICS RAMEUTÉS CONTRE LA GRÈVE

C'est une boîte comme tant d'autres dans le secteur de Roubaix-Tourcoing et les environs où le paternalisme est de règle, les divisions de tâches nombreuses, bien instituées pour que les ouvriers ne puissent s'organiser efficacement. De plus, il y a une main-d'œuvre d'immigrés à bon marché et les frontaliers belges syndiqués à la FGTB, syndicat réformiste de Belgique. Chez Motte-Bossut à Leers, le syndicat CFDT est majoritaire. Il y a bien depuis quelques années, poussée par la direction, la tentative de l'implantation du syndicat jaune FO, mais c'est un échec ! A l'occasion du 13 mai, une pétition de la section syndicale CFDT a circulé et a rencontré une large adhésion. Suite au refus catégorique de la direction de satisfaire les revendications, une majorité de travailleurs se sont mis en grève illimitée. Nos revendications : augmentation mensuelle de 250 F pour tous, plus de salaires en dessous de 2 000 F, suppression du travail au rendement et amélioration des conditions de travail, une véritable mensualisation, suppression des 3 jours de carence, deux jours de congés supplémentaires comme les mensuels, retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec un minimum de 1 500 F par mois, 13<sup>e</sup> mois, 5<sup>e</sup>ème semai-

ne de congés payés, 30 % supplémentaires pour l'équipe de nuit, prime de déplacement, jours de grève payés, voyage gratuit au pays d'origine et suppression de la répression pour les immigrés et les «retardataires». Un tract d'appel à rejoindre la lutte a été distribué aux autres usines du groupe Motte-Bossut. Mardi après-midi, une assemblée de grévistes a décidé d'occuper l'usine à partir d'hier soir.

Mais mercredi matin à 5 heures, les directeurs de l'usine rassemblent la vingtaine de non-grévistes devant le piquet de grève fort d'une cinquantaine d'ouvriers (y compris ceux qui occupent). Les directeurs appellent la police à leur secours pour dégager le piquet de grève. Le grand patron Motte arrive vers 6 h 30 suivi de deux cars de police. Le patron rameute ses troupes (non-grévistes, cadres et flics) et force le barrage qui était devant l'entrée et évacue ceux qui étaient dans l'usine.

Devant cette répression policière, des ouvriers rejoignent la grève en protestant contre cette atteinte au droit de grève. Les questions qui se posent, c'est celle du soutien autour de la lutte et son élargissement. Les deux autres usines de Motte-Bossut de Roubaix vont déposer leurs cahiers de revendications. Par rapport à la

répression, il faut arriver maintenant à établir à nouveau le rapport de force : comment convaincre les non-grévistes de rejoindre la lutte ? Gagnons la majorité

pour gagner la lutte ! Développons la solidarité.

Corresp. Roubaix réalisée avec les ouvriers en grève

### COMPRESSEUR FRIGORIFIQUE (MONTLUEL)

## Mobilisation contre les 180 licenciements !

La direction veut licencier tous les grévistes : 180 personnes dont tous les délégués par faute grave : «Entrave à la liberté du travail».

Elle a entamé la procédure de licenciement individuel.

Après l'intervention des gardes mobiles, la direction avec l'encadrement et une milice privée occupe à son tour l'usine. Sous la pression, elle oblige périodiquement les non-grévistes à signer des pétitions contre leurs camarades. Les réfractaires sont convoqués par les chefs, et sommés de prendre position. C'est intolérable. La direction tente d'asphyxier économiquement les grévistes en les mettant à pied pendant 21

jours. Au total, cela fera 38 jours sans salaires.

Les travailleurs des Compresseurs Frigorifique avec leur section syndicale CGT et CFDT exigent :  
- la levée immédiate des mises à pied  
- l'arrêt des entretiens préalables aux licenciements (qui veut dire licenciements !)  
- l'arrêt de la procédure qui tend à licencier les délégués  
- l'ouverture immédiate des négociations.

Ils appellent à la constitution d'un large comité de soutien aux travailleurs. Une réunion avait lieu hier soir pour cela à Dagneux dans l'Ain. Soutenons financièrement la lutte. CCP : 803 13 Lyon - P. Emorine.

Corr. Lyon

## RPT : les travailleurs préparent la journée «ville-morte»

Lundi, les travailleurs de Rhône Poulenc Textile Péage étaient en grève et mettaient à profit le débrayage pour préparer la journée «ville-morte» du vendredi 21. A la fin du débrayage, à 20 heures, la direction leur a fait savoir qu'elle lock-outait l'usine. Les travailleurs sont restés sur place et hier, ils continuaient à venir à leur poste de travail demander du travail. Par cette mesure, la direction de Rhône Poulenc vise à casser la journée «ville-morte» prévue pour vendredi et veut diviser la population. Elle se livre au chantage : «Si vous ne faites pas grève vendredi, nous rouvrons l'usine». En riposte, des meetings se sont tenus mardi dans différentes usines de Rhône Poulenc Textile : à Vaise, Vénissieux, Besançon, Vaulx-en-Velin, contre le lock-out de Péage et contre les licenciements à RPT. A Péage même, les travailleurs passent à leur poste et préparent la journée de vendredi.

Corr. Lyon

## SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE LA SONACOTRA

LETTRE OUVERTE À MONSIEUR DIJOUË, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'IMMIGRATION

Face au conflit qui oppose les résidents en grève des loyers à la direction de la Sonacotra, les agents du Réseau National d'Accueil des Travailleurs Migrants, syndiqués et sympathisants CFDT, réunis à Paris le 16 mai 1976 :

- appuient la plate-forme revendicative et affirment leur soutien au Comité de Coordination des foyers en grève, représentatif des résidents.

- dénoncent la répression qui s'abat sur les résidents et les manœuvres de division qui ne font que retarder de véritables négociations.

- affirment leur détermination à riposter contre toute nouvelle mesure de répression.

- vous invite à prendre publiquement position pour que de véritables négociations s'engagent entre le Comité de Coordination et la direction de la Sonacotra.

Section CFDT Réseau d'accueil

### GRÈVE DES BANQUES :

## CIC : MÊMES AVANTAGES POUR TOUS

Le 28 avril, il y avait eu un appel de la CGT et de la CFDT : un mot d'ordre de grève avait été lancé la veille de la commission paritaire des banques. A cette époque-là, en même temps, on avait lancé l'idée du cahier revendicatif par services à la Banque Dupont. Le 30, nous avons connu le résultat de la commission paritaire. Le mardi suivant, nous avons convoqué une assemblée générale du personnel où nous avons

expliqué la situation. La direction ne voulait rien savoir. A ce moment, les cahiers de revendications ont commencé à remonter. Mercredi nous avons entamé alors un mouvement de grève. Nos revendications, c'est une augmentation de 125F mensuels, un salaire de 2000F à l'embauche avec une répercussion sur les salaires des anciens. Nous faisons partie du CIC (Crédit Industriel et Commercial) qui lui-même est contrôlé par le groupe SUEZ. Au niveau CFDT, ça a fait un an qu'on mène une bagarre au niveau de ce groupe pour avoir les mêmes avantages sociaux dans toutes les banques du groupe. Nous voulons un alignement de tous les accords d'entreprise et aussi une heure d'information syndicale mensuelle, le paiement des jours de grève, l'augmentation de la subvention du comité d'entreprise. Nous avons fait un comité de grève et nous reconduisons le mouvement de 24 h en 24 h.

Un délégué CFDT de la Banque Dupont (CIC)

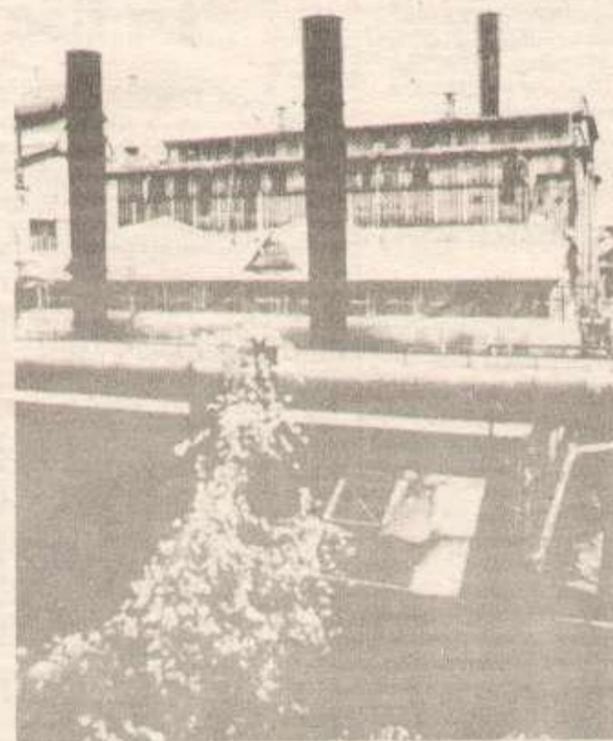
### EN MARGE DE L'INSTALLATION DE LA SAVIEM

## «Sacilor engage la bataille de l'industrialisation de la Lorraine»... ... en fermant les usines

Après qu'on a appris le rôle de Sacilor dans la décision d'installer la Saviem dans la région de Briey, la presse bourgeoise a affirmé que c'était un bienfait pour la Lorraine. C'était oublier soigneusement de parler des 10 000 licenciements prévus chez Sacilor. Aujourd'hui, la même presse va plus loin, elle affirme que «Sacilor engage la grande bataille de l'industrialisation de la Lorraine ! Comment ? En ayant fermé des usines ! Oui, la bourgeoisie n'a pas peur des paradoxes !

319 HECTARES DE «LIBÉRÉS» - DES DIZAINES DE MILLIERS DE LICENCIEMENTS

De restructuration en restructuration, Sacilor a fini par libérer 319 hectares de terrain correspondant à des milliers et des milliers d'emplois. Depuis, des âmes nobles regrettaient que des zones entières ressemblent à des terrains vagues : ça gâchait le paysage ! Alors, à droite comme à gauche, on réclamait soit la Saviem, soit une diversification des industries. C'est une bien piètre



de Sacilor précise : «Sacilor y contribuera au niveau de ses services comme elle l'a fait avec la Saviem. Ce qui confirme que l'installation de la Saviem s'inscrit bien dans le cadre d'un plan de liquidation de la sidérurgie lorraine et que c'est le fait des patrons.

Pendant ce temps, le PCF crie à qui veut bien l'entendre que c'est grâce à lui que la Saviem est venue ! Alors qui sont les héros de l'opération ? Les patrons de Sacilor ou le PCF ? Disons simplement que c'est le fruit d'une riche collaboration !

Michel LORI

### ● CGR A ISSY-LES-MOULINEAUX :

Dans cette boîte de mécanique, la répression est féroce. Pour protester contre le licenciement d'un ouvrier à l'essai, les monteurs-ajusteurs ont fait grève vendredi et lundi. Depuis, le mouvement se poursuit par des grèves périodiques avec en plus la revendication de 200 F pour tous.

CONTRE PÉCHINEY : LES TRAVAILLEURS DU TRUST A L'OFFENSIVE ! L'action se développe dans le trust Pechiney-Ugine-Kuhlmann. Hier à Lille, une manifestation regroupait les travailleurs des usines du Nord (Watrelos, Loos-ès-Lille, La Madeleine...) de la branche chimie (PCUK) pour protester contre les mutations et les fermetures d'ateliers, tandis que dans l'Ariège, la lutte se développe à Vicdessos dans la branche aluminium.

# POLITIQUE

## Troisième journée du procès Simeoni

### «LA COUR MARCHE SUR DES ŒUFS»

La troisième journée d'audience s'est ouverte par la déclaration, très attendue, d'Edmond Simeoni.

«Aléria est le point de ren-contre tragique de deux volontés féroces : celle d'un État hyperjacobin, qui dispose de la force brutale et sournoise ; celle de la Corse qui a soif de vérité et de justice. Ce peuple n'est pas une construction de l'esprit d'intellectuels gauchisants. Ce procès, c'est le procès de mon peuple... Le Corse ne s'exile jamais, il s'absente. Entre l'homme corse et son pays, il y a une passion. Cet attachement à notre pays, non antagonique à celui que nous portons à la France, est-il un crime ?» Il rappelle la situation de l'agriculture en Corse : «400 viticulteurs, pieds noirs en majorité, détiennent 90 % de la récolte de vignes, 4 000 viticulteurs corses se partagent les 10 % restant. L'intérieur du pays est complètement abandonné !» Il décrit les luttes et les actions menées : «... En août 74, les jeunes agriculteurs occupent la Direction de l'Agriculture à Ajaccio. On leur envoie des grenades au chlore et on les arrête. A Ghisonaccia, une manifestation regroupe 2 000 manifestants. 1 500 étaient armés. Grâce au cœur et à l'intelligence du sous-préfet de Corte, le pire est évité. Promoteurs, spéculateurs et banquiers se sont rués sur ce paradis en friche: qu'est la Corse». Parlant de l'ARC : «Nous ne sommes pas des

extrémistes, nous sommes des hommes de dialogue. Nous avons dû user de tout notre crédit pour éviter le pire à plusieurs reprises dans diverses manifestations. Nous sommes des modérateurs». Il fait mention de ses discussions avec Libert Bou, dans le cadre de la mission d'information de ce dernier en Corse (au sujet du plan d'aménagement). Il réaffirme sa modération : «Nous ne sommes pas des séparatistes, nous sommes pour l'autonomie interne, ce qui est autorisé par l'Article 72 de la Constitution». Terminant son intervention, il précise : «Vous n'avez pas face à vous des contestataires systématiques... Si nous sommes coupables, nous demandons à être jugés avec sévérité !»

Un coup de théâtre se produit lorsque Simeoni déclare n'avoir jamais prononcé des phrases qui lui sont prêtées, prononcées au rassemblement de l'ARC à Corte : «Nous ne vaincrons pas à coup de chapiteau. La place doit être dégagée dans les mêmes délais. Nous nous battons à un contre quinze... etc...». Il s'adresse à l'avocat général : «Je peux amener la bande magnétique sur laquelle se trouve ce discours. Elle s'est trouvée chez le juge d'instruction, pendant trois mois. Elle atteste parfaitement que je n'ai jamais prononcé ces paroles !» L'avocat général blêmit, s'empourpre, et, après un

vif échange, demande une suspension de séance.

A la reprise de l'audience, les faits survenus le 21 et le 22 commencent à être examinés. Il faudra attendre aujourd'hui pour voir les documents filmés (TV) qui donnent le cours des incidents.

L'attitude de la Cour et de l'avocat général, relativement conciliants, le mode de défense choisi par Simeoni, et qui reste en tous points conforme à la ligne politique de l'ARC, ont donné souvent un caractère «détendu» au débat. Il semble que le gouvernement ne tient pas à adopter une attitude trop dure vis-à-vis de Simeoni. Le fait de reconnaître que des coups de feu ont pu être tirés des vignes, la relative largesse avec laquelle le Dr Simeoni peut s'exprimer en sont le signe. La peur de voir le PS s'assurer de solides bases électorales en Corse, fief traditionnel de la majorité, y est-elle pour quelque chose ? On est en droit de se le demander. Une attitude trop sévère, qui ferait apparaître inefficace l'attitude de Simeoni et de ses amis, n'encourageait-elle pas le développement d'un courant révolutionnaire en Corse ? Voilà qui doit faire sans nul doute réfléchir le pouvoir ! Dans tous les cas, seule, la suite des débats permettra de connaître toutes les manœuvres de ce pouvoir aux abois.

Pierre PUJOL

#### ENCORE DES MANIFESTANTS CONDAMNÉS

Le tribunal correctionnel de Grenoble a condamné sévèrement quatre manifestants

### en bref... en bref..

#### SÉGUY ET LA POLICE CGT

Au congrès des policiers CGT, Séguy a déclaré, au sujet des revendications des policiers que «leurs préoccupations rejoignent celles de millions de salariés qui se heurtent à la même intransigeance». Presque vrai, M. Séguy, sauf que les ouvriers se font heurter et les policiers heurtent...

#### HAUSSE DES PRIX EN MARS

Le gouvernement a fait connaître la hausse des prix pour toute la France : 0,9% en mars. Quant aux demandes d'emplois, elles auraient d'après les statistiques officielles diminué de 938 000 à 896 000. Le directeur de l'ANPE s'emploie toujours à épurer les fichiers.

#### COMMUNIQUE

Les étudiants de Rennes réunis en AG le lundi 17 mai, appellent après concertation auprès du collectif national, à une coordination nationale des étudiants en lutte contre la réforme du second cycle les 20 et 21 mai à l'université de Haute-Bretagne, Villjean faculté de Lettres à Rennes. Les modalités de cette coordination sont précisées dans la motion en dix points présentée par Rennes Sciences Economiques à Lyon les 7 et 8 mai dernier. ces dix points devront être débattus en AG dans les différentes facultés afin d'établir un mandat précis de tous les délégués sur ces points d'ordre qui seront abordés au début de la coordination. L'ordre du jour de la coordination est le suivant :

- discussion sur le déroulement de la coordination
  - état du mouvement
  - bilan du collectif
  - position nationale par rapport aux examens
  - perspectives de la lutte
  - discussions sur les comités unitaires et permanents
  - suspension de séance pour l'élaboration des motions
- Pour tout contact téléphoner au (16.99) 59.20.33. Venir à la coordination avec les mandats tirés à 300 exemplaires.

Comité de grève de la faculté des Lettres de Villjean et comité de grève de la faculté des Sciences de Beaulieu

La rue d'Avron, une des plus commerçantes de Paris a pris le deuil après le suicide de Gilbert Voisin. Chaque boutique affiche le texte de protestation du groupement des commerçants. Les gros comme les petits semblent unis dans le même mouvement, mais le contrôle fiscal les touche-t-il de la même façon ? En fait, ce sont essentiellement les petits commerçants qui sont victimes de contrôles fiscaux. En deux ans, 12 petits commerçants se sont suicidés à Paris en raison de contrôles fiscaux. Un contrôle fiscal cela signifie presque toujours de lourdes amendes, plusieurs semaines d'une liquidation implacable des agents du fisc qui fouillent partout dans les livres de compte, enquêtent sur le train de vie...

Une petite commerçante

## TRIBUNE DU 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCRml

Le Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire a décidé de convoquer avant la fin de l'été son 2<sup>e</sup> Congrès.

Voici deux ans, en avril 74, le PCRml était créé. Premier jalon dans le rassemblement des énergies révolutionnaires de notre peuple en une force unique, la création du PCRml donnait lieu à la mise en place d'une organisation et la définition d'un programme, permettant de faire progresser la lutte révolutionnaire en France.

Les deux années écoulées ont vu se produire d'importants changements dans la situation mondiale, notamment l'affirmation de la force du Tiers Monde, en même temps que, avec la rivalité des super puissances, s'est accru le danger d'une nouvelle guerre mondiale.

Dans notre pays, reflétant les difficultés croissantes de la bourgeoisie française à imposer sa dictature aux masses populaires, dans le cadre de la crise générale du système impérialiste, la crise politique s'est développée, mettant en difficulté l'emprise de l'idéologie révisionniste.

Dans cette situation, le PCRml développant considérablement ses liens avec la classe ouvrière, a approfondi sa ligne politique, développé son analyse de la réalité. Aujourd'hui se pose la question d'enrichir le programme du Parti, de sanctionner tant au plan des propositions politiques qu'au plan de l'organisation, les progrès du Parti et l'avancée de la situation révolutionnaire.

Dès maintenant, toutes les cellules du Parti ont engagé la discussion du projet de programme élaboré par le Comité Central. A partir de lundi prochain, nous tiendrons régulièrement dans le journal, la tribune du 2<sup>e</sup> Congrès.

Les cellules du Parti exprimeront dans cette Tribune les points qui

leur semblent les plus importants pour la définition de la ligne du Parti.

Le Comité Central a décidé de rendre public dès maintenant ce projet de programme. Il appelle tous les sympathisants, tous les lecteurs, tous les travailleurs révolutionnaires à se saisir aussi de ce projet de programme, à aider de leurs critiques, de leurs réflexions, et de l'acquis de leur expérience, le Parti à enrichir et préciser sa ligne.

Le projet de programme sera publié dans le n°7 de Front Rouge, qui est sous presse.

Camarades, commandez-le dès maintenant. Nous attendons pour très bientôt vos contributions à la Tribune du Congrès.

#### Commandez

### FRONT ROUGE N°7

(Organe central du PCRml)

● Ce numéro comporte le projet de programme préparatoire au Congrès du PCRml (5F + 2F de port)

● Abonnez-vous (50F pour 12 numéros) Tout abonné reçoit les premiers numéros (Tarif spécial de préparation au Congrès).

## Le fisc et les petits commerçants

Jeudi 13 mai, un petit commerçant en fruits et légumes de la rue Buzenval dans le 20<sup>e</sup> arrondissement à Paris se suicide. Gilbert Voisin allait être l'objet d'un contrôle fiscal. Les commerçants du quartier ont fermé boutique mercredi dernier, jour des obsèques pour protester contre la façon dont sont menés les contrôles fiscaux.

compte n'était pas revêtu de paraphe officiel. Sous ce prétexte, et alors qu'il n'y avait pas de fraudes, le fisc a demandé un contrôle et a vérifié toute sa comptabilité sur quatre ans, la harcelant pendant des jours et des

payer l'amende. «Les gros s'en tirent toujours, d'ailleurs, ils ne sont pas contrôlés, ils peuvent se payer un comptable, leurs livres de comptes respectent les formes, ils savent camoufler leurs fraudes». Par contre, les petits commerçants n'arrivent pas à suivre l'évolution complexe de la comptabilité, la multiplication des taux de TVA... Victimes de la concurrence des gros magasins et des contrôles fiscaux qui les touchent particulièrement, les petits commerçants n'ont pas d'avenir dans le système capitaliste.

Mais en fait quand on parcourt ce quartier populaire du 20<sup>e</sup> arrondissement, on est tout de même frappé par les aspects inconséquents de la révolte de ces petits commerçants, qui laissant leur lutte utilisée par les plus gros, qui dans les affrontements entre la bourgeoisie et les travailleurs, ne prennent pas spontanément le camp de ceux-ci... mais espèrent toujours conserver une place ailleurs. C'est pourtant un choix qui devra être fait !



de la rue d'Avron qui a une boutique de vêtements pour bébés m'explique que l'an dernier, elle a subi un contrôle fiscal. Elle n'avait pas pris de comptable, sa comptabilité était tenue par un jeune benévole et tout n'était pas dans les règles : le livre de

jours refusant même à sa demande, de reporter le contrôle pour lui laisser le temps de soigner sa mère.

A l'issue du contrôle, elle a été pénalisée d'un redressement de 5 millions anciens, aujourd'hui elle cherche à vendre son magasin pour

# POLITIQUE

## ARMÉE : LES CHOIX DE LA BOURGEOISIE

suite de la p. 1

au profit des forces classiques. Bien évidemment, si cette politique devient systématique, l'accent mis sur les forces non nucléaires a pour conséquence évidente de renoncer à la stratégie de dissuasion nucléaire. Des forces françaises peuvent être alors intégrées dans une défense européenne sous houlette américaine. La récente déclaration de Bourges, à France Inter, de même que les principes de la réorganisation de l'armée de terre, peuvent aussi laisser penser à une telle interprétation : Bourges avait parlé de «mobilité» et de «souplesse» des unités nouvelles créées dans la possibilité «d'une

intervention extérieure».

Par ailleurs, bien que le débat semble actuellement tranché, le coût de l'armée de conscription, trop élevé selon certains, justifierait le recours à l'armée de métier. Sanguinetti, de l'UDR, en est un fervent partisan.

On voit donc que le débat qui se déroulera aujourd'hui, et au cours duquel le premier ministre a tenu à intervenir lui-même, sera dominé par cette question de l'indépendance de la défense. Mais le caractère de classe de la programmation militaire discutée est évident en filigrane de toute cette discussion. L'amiral San-

guinetti, lui-même, (qui n'est pas un révolutionnaire !), dans «Le Monde» d'hier, relève «certaines convergences et coïncidences» dans la réforme de l'armée de terre qui lui font parler de la «tentation d'utiliser l'armée comme «dernier rempart» d'une société libérale».

Le débat qui opposera les différentes fractions de la majorité, en montrant leur plus ou moins grande soumission à la stratégie américaine, illustrera aussi les rapports de forces à l'intérieur de la coalition giscardienne.

P.LEFORT

### CONTRE LES LOIS DE PONIATOWSKI

L'Union Syndicale des Magistrats, le Syndicat de la Magistrature et l'Association des Juges d'application des peines ont protesté contre la loi de Poniatowski visant à réduire les pouvoirs des juges pour les autorisations de sortie et la libération conditionnelle. Ce projet «est une grave atteinte», selon eux, «à l'indépendance des magistrats» et à leur autorité.

GINGEMBRE S'ÉTRANGLE : L'opposition au projet gouvernemental de taxation des plus values continue de se lever partout : c'est le président des PME, Gingembre, qui vient de déclarer que cette taxation «atteint tout le système de financement des petites entreprises».

## Révélation sur Bilsky

Le journal «Libération» publie hier le texte d'une bande magnétique enregistrée il y a un an avec l'auteur du meurtre, de J. Chaîne. Jean Bilsky était en effet venu se raconter à un journaliste de ce quotidien.

Cette bande magnétique contient une explication du suicide de l'assassin, qui aurait tué le PDG pour se libérer, comme il le dit, «de ses fantasmes, de ses angoisses» ; le suicide venait mettre une fin à la difficulté de vivre que Bilsky raconte.

Bien que Jean Bilsky

ait été, un moment, en contact avec des groupes anarchistes, son geste n'a pas, cette information le prouve, un caractère d'assassinat politique téléguilé, puisqu'il explique comment il opérerait seul dans ses opérations contre les banques.

Les commentateurs policiers et la police elle-même, qui ont fait courir le bruit d'une telle machination, ou d'un complot international pour essayer de s'en servir aux dépens des libertés, en seront pour leurs frais. Ils se gardent pourtant de publier des démentis aujourd'hui.

# INTERNATIONAL

CHINE : A PROPOS D'UN ARTICLE DE «LIBERATION» :

## Un «spécialiste» qui mise sur le capitalisme : gare aux déceptions !

Chacun ses spécialistes. Celui que Libération a interrogé mardi sur la situation actuelle en Chine est anonyme. Voilà donc une pleine page, qui s'intitule : «Chine : la fin d'un règne». Le sous-titre précise : «Une lutte de classes opposant villes et campagnes ; et ce qui rend assez bien compte de l'orientation d'ensemble».

Pour le «spécialiste», le PCC est «un parti encadré par des individus d'origine paysanne». Il n'a cessé, depuis la prise du pouvoir en 1949, de favoriser la paysannerie aux dépens de la classe ouvrière. Toujours selon notre auteur, «pour satisfaire les campagnes», Le PCC se trouverait obligé de «développer les forces productives, généraliser les rapports de production capitalistes».

Première conclusion des propos de notre savant : les paysans veulent le capitalisme !

Suit une prétendue analyse des différents «clans» dont se composerait le Parti Communiste Chinois. D'où ressort la conclusion : «Le plus probable est une éviction plus ou moins mouvementée de la tendance maoïste après la mort de Mao, suivie d'une réorganisation de la société accordant à la classe ouvrière une plus grande place... Donc un virage politique allant dans le sens du révisionnisme. La fin du capitalisme ne viendra pas en Chine».

Deuxième conclusion, parfaitement absurde : non seulement les paysans sont pour le capitalisme ; non seulement cela suscite des contradictions avec la classe ouvrière, mais celle-ci est elle-même pour le capitalisme à son tour ! Dans le genre de l'ânerie, Trotsky même ne poussait pas aussi loin.

Passons sur la méconnaissance du fonctionnement réel d'un parti communiste où se déroule une lutte entre deux lignes, reflet de la lutte des classes dans la société : ce

n'est pas sous forme de «tendances» figées, en effet, que s'y développent les contradictions, mais par un combat d'idées permanent où tous sont concernés. Si, dans son cours même, elle débouche sur le passage de certains dans le camp de la bourgeoisie, elle permet en revanche un approfondissement de la conscience prolétarienne dans le parti comme dans toute la société.

Mais, derrière le loufoque du propos, il y a une thèse plus grave, l'équation : développement économique égale capitalisme. L'idée que, partant d'un pays pré-capitaliste, comme la Chine, on ne peut parvenir directement au socialisme. Ce point de vue est celui-là même qui est combattu actuellement en Chine.

Que peut signifier, en effet, un développement des forces productives pris comme un but en soi, indépendamment de la classe qui le dirige, du but qu'elle poursuit ? Les rapports dans lesquels les hommes entrent au cours de leur travail, la façon dont le produit de ce travail est distribué : ce sont des questions qui font partie des rapports de production, et qui, en

société socialiste, deviennent fondamentaux à régler.

Une nouvelle bourgeoisie apparaîtra-t-elle ? Les ouvriers et les paysans, après avoir pris le pouvoir, tomberont-ils à nouveau sous un régime d'exploitation ? La théorie du «développement des forces productives avant tout», en prétendant ignorer ces questions, y répond en fait par le réta-

blissement ville-campagne, de la contradiction ouvriers-paysans, qui sont parmi les bases sociales du rétablissement du capitalisme, telles que le Parti Communiste Chinois les a définies.

Il n'est pas vrai que la contradiction opposant la classe ouvrière aux paysans soit plus vive que celles qui opposent ces deux classes à la bourgeoisie. Au contraire. La contradiction principale est celle qui oppose bourgeoisie et prolétariat. Il n'est pas vrai que le développement économique passe forcément par le rétablissement du capitalisme : l'expérience menée par le peuple chinois depuis la Révolution Culturelle prouve le contraire.



blissement du capitalisme. Voilà l'objet de la lutte menée contre Teng Siao Ping, défenseur de cette position.

Cette lutte se mène en Chine par la mobilisation large des masses populaires, conscientes de l'enjeu. Elle comporte des objectifs tels que celui défini au moment de la Révolution Culturelle, et maintes fois réaffirmé depuis : «La classe ouvrière doit diriger en tout». Elle suppose, dans son cours même, la résolution de la

En réalité, il y a bien deux camps, et notre savant docteur se situe dans l'un : celui de la bourgeoisie. Il n'y est pas tout seul : l'agence de presse Novosti espère encore que «les forces anti-maoïstes tireront les conclusions qui s'imposent de la chute de Teng Siao Ping». Jean-Emile Vidal, le vieux routier de l'Humanité, dit à peu près la même chose.

Oui, la bourgeoisie mérite d'être combattue au sein des partis communistes. C'est la tâche que nos camarades chinois ont entreprise avec succès depuis plusieurs années. Et, contre tous ceux qui soutiennent de l'étranger, le rétablissement du capitalisme, nous devons faire front avec la classe ouvrière chinoise : il y va aussi de l'avenir du socialisme dans notre propre pays.

Jean LERMET

### • URSS :

Un historien ukrainien, Valentin Moroz, a été mené à l'Institut de psychiatrie légale à Moscou. Il vient de passer six ans dans les prisons soviétiques. Il avait été arrêté pour «nationalisme ukrainien» a déclaré sa femme.

### • CHILI :

Treize dirigeants du Parti «Communiste» chilien ont été arrêtés et parmi eux se trouve l'ancien secrétaire adjoint du parti, Victor Diaz.

### • ARGENTINE :

Deux anciens parlementaires uruguayens, réfugiés en Argentine depuis 1973 ont été enlevés à Buenos-Aires. Le régime argentin ne limite pas sa répression au peuple argentin, mais s'étend aussi sur les autres peuples de la région.

### • États Unis :

Ford a remporté les élections primaires du Michigan et du Maryland avec environ 60 % des voix. Ses chances se trouvent ainsi préservées d'être désigné comme candidat républicain aux élections de Novembre. Du côté démocrate, les défaites subies par Carter pourraient peut-être aussi relancer la compétition.

### • NOUVELLE-ZÉLANDE :

Le premier ministre de la Nouvelle-Zélande a accusé l'Union Soviétique d'avoir des menées expansionnistes dans le Pacifique. Il a cité le cas de l'archipel de Tonga, où l'URSS construit actuellement des installations portuaires.

## Iran : batailles entre les patriotes et la police

La presse et les agences d'information iraniennes et étrangères ont annoncé, les 16 et 17 mai 76, la nouvelle de l'assassinat de 12 révolutionnaires, au cours d'accrochages avec la police.

Selon les informations officielles iraniennes, 11 de ces patriotes ont été tués à Téhéran, dans trois affrontements à Farah-Abad, Meydan Mohsen, Kouyié Kane, et le 12<sup>e</sup>, au nom de Hadi Fardjad, à Machad, ville située au nord-est du pays.

Une semaine auparavant, une explosion avait lieu au bureau du Ministère du Travail à Machad et il s'agit probablement d'un des participants à cette affaire.

D'autre part, dans les affrontements de Téhéran, quatre policiers dont un colonel : Gholam-Réza Fardad, sont tués. Mais en fait, ce chiffre officiel doit être bien au-dessous de la vérité, car dans des cas semblables précédents, l'effectif des pertes de la police s'élève généralement bien au-dessus de celles des révolutionnaires, et le gouvernement ne révèle que rarement la perte de ses agents, et cela lorsque la population est déjà largement informée, de bouche à oreille.

Certes, les meurtres et assassinats politiques des agents du régime criminel du Chah ne se limitent pas à ces 12 révolutionnaires. C'est une période de 23 ans de terreur fasciste que vit notre peuple, depuis la réinstallation du Chah sur son trône, grâce aux bons offices de la CIA en août 53.

# INTERNATIONAL

## CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

### Dur affrontement sur les matières premières

A la quatrième session de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, qui se tient à Nairobi, l'assemblée générale s'est séparée en plusieurs groupes de négociation sur les différents sujets abordés. Les deux points chauds de la conférence sont les produits de base (matières premières); l'endettement des pays en voie de développement.

Sur la première question, on se souvient que les pays du Tiers-Monde, réunis à Manille, avaient décidé de faire à cette conférence une proposition commune: la constitution d'un fonds de régulation des prix des matières premières. Cette solution est rendue nécessaire par l'unité des différents problèmes qui touchent les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine: pillage de leurs matières premières; détérioration du pouvoir d'achat des monnaies occidentales (dans lesquelles ces produits leur sont payés); augmentation des prix des machines et autres moyens de production qu'ils achètent dans les pays industrialisés.

#### VIF AFFRONTMENT

Sur ce point, les Etats-Unis avaient d'emblée fait connaître, par la bouche de Kissinger, leur opposition à la création du fonds. Seul un petit nombre de pays occidentaux, tels la Suède, la Norvège et la Hollande, s'y sont montrés favorables. Aussi, les pays du Tiers-Monde ont-ils été conduits à intensifier la bataille pour ce projet. En particulier, en vue de lui donner corps, les pays de l'OPEP (producteurs de pétrole), par la voix de M. Guerrero (Venezuela), ont fait savoir leur détermination à participer au financement du fonds. Les Philippines et Manille ont également indiqué quelle serait leur participation financière: les pays impérialistes se trouvent ainsi placés au pied du mur.

#### • POLOGNE :

La Pologne connaît actuellement un déficit de plus de six milliards de dollars dans sa balance de paiements. La crise touche aussi bien l'industrie que l'agriculture. Cela a été confirmé par Jaroszewicz, dirigeant polonais, qui a annoncé que les prix des articles alimentaires continueraient à augmenter.

#### • TUNISIE :

Cinq personnes ont été arrêtées pendant la dernière grève à la compagnie des chemins de fer et aux PTT. Quatre d'entre eux viennent d'être condamnés à six mois de prison.

#### LES PROPOSITIONS FRANÇAISES : FAIBLE ÉCHO

Les propositions de Fourcade, qui suggérait de créer des fonds séparés pour chaque matière première, n'ont d'autre part recueilli à ce jour aucun écho parmi les pays du Tiers-Monde: en effet, leur seule force réside dans leur unité politique, et ils ne peuvent envisager de voir ainsi les problèmes qui les concernent traités séparément les uns des autres. Au reste, à l'intérieur même du groupe des pays occidentaux, la France s'est aussi trouvée isolée sur ce point, car l'Allemagne, de qui dépend essentiellement la position des pays européens, s'aligne sur les positions américaines.

#### DES USURIERS IMPITOYABLES

Sur la question de la dette des pays en voie de développement, la proposition du Tiers-Monde consistait à transformer les dettes à court terme en paiements à moyen et long terme, pour laisser aux pays trop lourdement grevés le temps de se retourner. Là encore, les pays impérialistes continuent à refuser toute réelle solution, en prétendant que les choses doivent être réglées directement entre les débiteurs et leurs créanciers: ce qui revient à un statu quo, où chaque pays en voie de développement est à la merci des pays industrialisés qui lui ont prêté de l'argent, comme l'Egypte vis-à-vis de l'URSS.

#### • ESPAGNE :

La commission des affaires étrangères du Sénat américain a approuvé le nouveau traité américano-espagnol qui donne aux Etats-Unis la possibilité d'utiliser des bases militaires en Espagne pendant les cinq années qui viennent.

#### • ITALIE :

Le général Miceli, ancien chef des services secrets et lié aux attentats fascistes en Italie, va se présenter aux élections, demandant un poste de député à Rome ou en Sicile. Il se présente dans la liste du parti fasciste, le MSI.

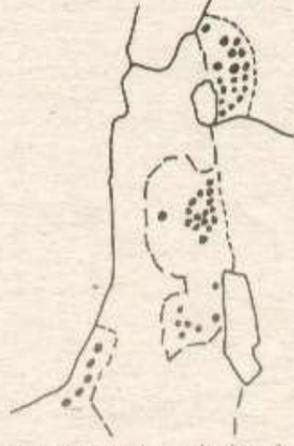
## Palestine : devant les soulèvements CONTRADICTIONS CHEZ LES SIONISTES

Un couvre-feu a été imposé par l'armée «israélienne» dans les principales villes en Cisjordanie après les violentes manifestations qui ont eu lieu des derniers jours. A Jérusalem, le manifestant qui a été blessé au cours de la manifestation de mardi est mort. Les manifestants ont réussi à blesser un certain nombre de policiers sionistes pendant la dernière manifestation de Jérusalem.

L'intensification de la lutte en Cisjordanie, qui dure depuis 5 mois, commence à créer des contradictions entre les sionistes. Certains, comme Pérès, ne veulent pas reculer. Pérès propose la création d'une multitude de colonies en Cisjordanie, le long du Jourdain, pour marquer une ligne de frontière de leur Etat d'Israël. C'est d'ailleurs le sens de la «marche des colons» il y a quelques semaines. Mais les colonies seront aussi installées au Golan et au Sinaï, comme cela a déjà commencé à se faire.

Une autre tendance commence à se dessiner

chez les sionistes: celle de l'évacuation de la Cisjordanie. Cette tendance est liée aux contradictions de l'impérialisme américain dans la région. D'un côté, il cherche à entretenir de «bonnes relations



Installation des colonies sionistes en Cisjordanie, Gaza et le Golan.

avec les pays arabes, ce qui signifie pour lui qu'il doit satisfaire quelques-unes de leurs revendications, dont l'évacuation de la Cisjordanie et des terres syriennes et égyptiennes. Cette tendance veut amener l'Etat sioniste à accep-

ter cette solution. D'un autre côté, l'impérialisme veut empêcher l'affaiblissement de l'Etat d'Israël en lui faisant conserver les terres occupées en 67.

La politique américaine qui cherche à se rapprocher des pays arabes et à faire pression sur l'Etat sioniste pour l'évacuation

des terres occupées en 67 gêne considérablement l'Union Soviétique. Mis à part la reconnaissance de l'OLP et son pouvoir en Cisjordanie, cette tendance a récupéré le programme soviétique dans la région. Le règlement global que revendiquaient les Russes pourrait devenir un programme américain.

## Liban : la Syrie plus prudente

La réunion qui s'est déroulée entre Jalloud, premier ministre libyen, le président syrien et Yasser Arafat semble avoir modifié l'attitude syrienne au Liban, avec ses répercussions sur les relations syro-palestiniennes. C'est ce qui apparaît dans l'attitude actuelle de la Saïka (pro-syrienne), qui se bat maintenant contre les forces réactionnaires libanaises.

Après le retrait de l'ALP de Tripoli, c'est un recul de la politique syrienne au Liban. Ce recul est important car il permet de reconstruire l'unité du front arabe qui lutte contre l'ennemi sioniste.

Pendant toute la journée de mardi, les obus ont continué à tomber sur les maisons à Beyrouth et les forces patriotiques continuent à attaquer Jounieh, port dont les Phalangistes comptaient faire une capitale de leur «Etat» confessionnel.

## Etats Unis : QUAND LOCKHEED VOULAIT ACHETER LE MONDE

Malgré les tentatives de Kissinger pour l'en empêcher, une commission sénatoriale américaine révèle le fruit de ses travaux début février de cette année: c'est le scandale! Un de plus aux USA après le Watergate et les nombreuses révélations sur la CIA. Une fois encore, la pourriture du système américain éclate au grand jour et éclabousse le monde entier: la Lockheed Aircraft Corporation, firme américaine d'aviation, a versé depuis de nombreuses années des pots de vin à plusieurs personnalités de différents pays pour écouler sa marchandise sur le marché mondial.

En février, on pense à 200 millions de dollars (à peu près un milliard de francs). Mais des sommes beaucoup plus importantes sont rapidement révélées: à lui seul Yoshido

procédé des pots de vin: 178 se sont écrasés, tuant 85 pilotes! Mais ce sont aussi le YF 5, le F 104, le C 130 et le Tristar qui ont été vendus selon le même procédé.

ri, peu nombreux sont ceux qui osent encore soutenir l'inverse; mais cette fois-ci le «scandale» dépasse largement les frontières des USA: le prince Bernhard des Pays-Bas n'aura jamais été que le premier d'une liste de personnalités ayant touché des pots de vin de la part de Lockheed. Et cette liste ne fait que s'allonger jour après jour.

A chaque nouvelle révélation dans cette affaire, une tête tombe, la virginité d'un gouvernement en prend de sérieux coups. A chaque fois, c'est une personnalité proche du gouvernement qui est

gné ce sont 72 millions de nos francs qui entrent dans les caisses de la démocratie chrétienne (CDU et CSU);

au Japon, le gouvernement est ébranlé par ce véritable «séisme politique», l'ancien premier ministre Tanaka est impliqué; les racistes d'Afrique du Sud ont eux aussi touché des pots de vin...

La liste des gouvernements s'étant fait graisser la patte s'alourdit considérablement; la liste des pays s'allonge encore chaque jour: Turquie, Mexique, Colombie, Hong Kong, Suède...

On connaissait déjà depuis la fin de la guerre, comment les USA avaient financé la création du syndicat jaune FO en France. L'affaire Lockheed fait apparaître au grand jour aujourd'hui un autre volet de l'intervention américaine: le financement direct de partis politiques qui, à l'image de la démocratie chrétienne en Allemagne, en Italie, leur permet de consolider leur pénétration économique et d'assurer leur domination politique. Il y a dans nos bourgeoisies; tout un personnel politique prêt à se vendre.

La mort étrange du général Stehlin, grand défenseur en France de Northrop, autre firme d'aviation US, conduit à se poser bien des questions sur le MRP d'après guerre et ses prolongements «centristes» d'aujourd'hui.

Frank GIRARD



Kodama, principal suspect au Japon dans cette affaire est accusé d'avoir reçu 1 100 millions de yens, soit 800 millions anciens!

En Allemagne, les Starfighters, les sinistres «cerceaux volants», ont été placés de 1958 à 1974 grâce à ce

Qu'une firme capitaliste utilise de tels procédés pour imposer sa marchandise et gagner des marchés à travers le monde ne constitue finalement qu'un phénomène quotidien de la concurrence. Que le système américain soit largement corrompu et pour-

concernée: en Italie, c'est l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air qui est fortement soupçonné de corruption; toujours en Italie, M. Camillo Crociani, grand commis d'Etat, dirigeant l'industrie d'Etat, prend la fuite en hélicoptère; en Allema-

# QUESTIONS SYNDICALES



Tandis que les militants CFDT et leur section syndicale développent à la Thomson-LCC (Dijon), «Bourgogne Electronique», une pratique de lutte de classes dans le cadre de la défense des 23 travailleurs que la bourgeoisie veut licencier (renouant ainsi avec des acquis de la CFDT qu'avaient mis en péril l'opération des «Assises» du PS) la Confédération met la dernière main au 37e Congrès d'Annecy, le prépare... à sa manière !

• De nouvelles atteintes ont en effet été portées récemment au fonctionnement démocratique du syndicat (à la SACM, Mulhouse, à la Saviem de Caen, dans la Santé à Beauvais...) tandis que des pressions intolérables s'exerçaient contre un certain nombre d'Unions Locales (Sarcelles, Caen : à propos du soutien à «Quest-Licenciements»). Et ce, bien évidemment, toujours au détriment des communistes, des syndicalistes révolutionnaires ou de tout élément combatif et ouvertement opposé à la social-démocratie en place dans la Confédération !

• Dans le même temps, les sections syndicales d'entreprises se voient l'objet d'une attaque en règle : la place, justifiée, qui leur avait été faite au

36e Congrès de Nantes se serait révélée «trop importante», «inadaptée» au goût de la majorité confédérale actuelle (et notamment des Métaux et Pays-de-Loire...) ! Tout un apport propre aux S.S.E. CFDT dans la mobilisation des travailleurs, leur association à la vie et aux luttes du syndicat est gommée de la sorte.

Qui plus est, derrière les prétextes «techniques» perce sans peine l'hostilité réformiste à toute structure capable d'autonomie, susceptible d'écouter plus les aspirations révolutionnaires des masses que les directives inspirées par l'Union de la Gauche !

C'est là sans nul doute un des points essentiels du débat devenu central pour ce Congrès qui s'approche : la «pratique syndicale».

Sur ce terrain, devrait se dérouler une des principales luttes politiques de ce Congrès. En effet, sous ce vocable ambigu se retrouvent tant la question de la stratégie CFDT que celle de la définition du camp du peuple sensé en supporter les tâches...

• Il y a quelques mois, les Conseils Nationaux de la CFDT retentissaient d'un débat apparemment âpre entre la majorité confédérale, partisan d'une «socialisation», après la «conquête du pouvoir», et le courant composite de l'ex-«Gauche Syndicale» et des éléments CERES (ou proche de celui-ci) qui, avec les PTT, Rhônes-Alpes ou la Construction, défendaient la perspective d'une «étatisation» fort voisine en fait du projet révisionniste de capitalisme d'Etat (qu'ils eurent d'ailleurs bien du mal à faire «coller» avec «l'autogestion» en vogue !)... Au-delà des mots, en fin de compte, il y avait deux conceptions d'un aménagement de la société capitaliste ; les partis de l'Union de la Gauche occupant les

## «Union des forces populaires»

sphères gouvernementales dans tous les cas ! La querelle s'est tassée depuis, avec la sortie du texte de cinq fédérations (Banques, Hachette, PTT, Construction, Santé) et une région (Rhône Alpes). Il ravalait en effet cette démarcation à une simple «contribution positive» et se contentait de vouloir «dégager les questions essentielles qui se trouvent posées aujourd'hui à la CFDT» afin de «faciliter la tâche des syndicats dans la préparation du 37e

congrès, avant d'aller se fondre, toute honte bue, dans le texte de la direction sortante (Maire, Rollant, Laot...)

• Cela prouve, s'il était nécessaire, que la démarcation réelle, la véritable alternative, n'est pas dans ce débat qui a prétendu des mois durant polariser les discussions nationales dans la Confédération mais ne correspond pas à l'attente des travailleurs syndiqués, ce n'est qu'une tentative démagogique de prise en compte de leur

aspiration profonde à une transformation révolutionnaire de la société et leur rejet du sinistre «modèle» de restauration du capitalisme en URSS. L'alternative est ailleurs, dans la convergence des intérêts de classe et des aspirations syndicalistes révolutionnaires avec le projet de société décrit par le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans !

C'est ce véritable débat que notre série va s'efforcer d'ouvrir à partir de demain.



## Quelle pratique syndicale ?

Si l'on ajoute à cela, le problème largement éludé jusqu'à présent par les réformistes à la tête de la «2e Centrale syndicale de France», du bilan des luttes et la pratique de masse et de classe au cours des mouvements grévistes et autres actions entreprises par la classe ouvrière et les autres travailleurs dans la période : le dossier s'alourdit !

• Il n'est pas anodin que la lutte, d'ampleur nationale désormais, menée par les 23 de Bourgogne Electronique se déroule en ce moment même : à l'épreuve des faits, on y voit plus clairement se dessiner ce qui, sur le papier, pourrait passer pour simple réticence ou excès de prudence, en matière de rapport entre le syndicat et les masses de

• En fin de compte, les interrogations de Krasucki dans la «Vie Ouvrière» de cette semaine, face aux choix qui se posent au 37e congrès CFDT, recourent cette double réalité : la CFDT va-t-elle faire «de nouveaux pas en avant qui facilitent le rapprochement» des partenaires de l'Union de la Gauche (au détriment des acquis de lutte de classe depuis

## De l'opération des «Assises» du PS au 37e congrès UN BILAN NÉCESSAIRE !

En 1974, sur la lancée des élections présidentielles, les partisans de Mitterrand - membre ou non du PS - tentèrent d'accrocher la CFDT à une opération de «regroupement des autogestionnaires» ou «Assises», soi-disant «pour le socialisme»... Plusieurs projets coexistaient alors : formation d'un grand «Parti Socialiste Ouvrier de Masse», grâce à l'apport en cadres syndicaux, ou simple gonflement du PS cherchant à se doter d'une «base ouvrière» (qui lui faisait cruellement défaut !)...

Largement combattue à l'époque (automne 74), cette initiative avait cependant recueilli un certain écho, et, paradoxalement, chez ceux qui passaient jusqu'alors pour la «Gauche Syndicale» dans la CFDT ! D'aucuns sont entrés alors au PS en pensant «le transformer de l'intérieur» (comptant pour cela sur le poids qu'aurait pu avoir l'arrivée de «cadres expérimentés du mouvement ouvrier»...).

Les querelles de cliques (PS-Mitterrand, ex-PSU, CERES-pro-PCF ou à visage «gauchiste», ex-clubs...), la logique bourgeoise, électoraliste, de ce parti, les déceptions issues de la pratique... ont fait qu'aujourd'hui certains s'interrogent voire remettent en cause les orientations des «Assises» du PS et leurs conséquences, lourdes, pour la CFDT : alignement accru sur la ligne réformiste, tentatives de mise au pas de toute dynamique de contestation interne, pressions dans le sens de l'Union de la Gauche pour toute une série d'initiatives pratiques, etc... Il est temps, et nécessaire, à la veille du Congrès CFDT de tirer un bilan de tout cela : où en est-on depuis les «Assises» et quelles leçons en tirent les différentes forces politiques présentes, à divers titres, dans la Centrale ?

Que sont devenus les militants CFDT qui se réclamaient de la «3e composante des Assises» («ni PS, ni PSU») ? Et les militants de ce qui fut longtemps considéré comme la «Gauche Syndicale» dans la CFDT ?

C'est cette enquête que nous entamons, afin de donner aux camarades qui militent dans la CFDT et à tous les travailleurs, pour lesquels les enjeux de ce Congrès ne sauraient rester indifférents, les moyens de s'orienter, de mieux être à même de juger «où va la CFDT ?» et des réponses politiques en présence à Annecy... Pour ce faire, nous donnerons largement la parole aux syndicalistes CFDT concernés :

- sous la forme d'interviews de militants représentatifs des partis ou des courants syndicaux dont les orientations sont confrontées à la réalité des aspirations ouvrières à une offensive d'ensemble contre la crise, à une issue révolutionnaire conséquente - mais aussi, plus généralement, à des sections ou unions engagées dans la préparation du Congrès et soucieuses de s'exprimer et s'expliquer tant sur les enjeux d'Annecy que sur les perspectives d'après-congrès ou encore cette confrontation si nécessaire avec le bilan de la pratique cédétiste depuis le 36e Congrès de Nantes, et surtout depuis 74...

C'est pourquoi, nous lançons ici un appel :

**Camarades, tirez ensemble ce bilan ! Le Quotidien du Peuple ouvrira d'aujourd'hui à la fin du Congrès d'Annecy ses colonnes à tous les travailleurs (et plus particulièrement aux structures syndicales CFDT) qui voudront prendre la parole et y mener le débat sur ce congrès !**

### L'INTERNATIONALISME DE LA CFDT

Ce sera également un enjeu de taille que de débattre au Congrès de l'«affiliation internationale de la CFDT». Le rattachement de la Confédération Française Démocratique du Travail à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) où trônent des organisations telles que le DGB d'Allemagne de l'Ouest ou les TUC britanniques, et autres «syndicats» de collaboration de classe, n'a rien de rassurant pour l'avenir de la CFDT... Sans compter tout le contenu des prises de positions internationales précédentes de la Centrale (sur Israël, le Portugal, ou le Sahara...). Autant de sérieux sujets d'affrontement au Congrès avec le réformisme en place : cette enquête devra en refléter les termes.



travailleurs actifs non-syndiqués, de rapport «unitaire» CGT-CFDT voire de fonctionnement interne (avec l'Union Départementale ou l'Inter-Thomson, ou le Service Juridique Confédéral...) et qui en fait dénote d'une volonté exacerbée de «chapeauter» toute lutte où des cédétistes agissent, de faire rentrer à tout prix la réalité des luttes des travailleurs dans les schémas confédéraux en vigueur...

1970) ? Dans le cours de l'intervention social-démocrate dans la CFDT, comment va se traduire la rivalité P-CF-PS, y aura-t-il «vues communes» possibles ?

La CFDT est décidément agitée de ces deux contradictions opposant réformistes et révolutionnaires mais aussi réformistes et révisionnistes... c'est tout le fond, de fait du débat crucial sur «l'unité populaire» !

# ENQUETE

## MUNICIPALES En marge de la querelle PS-P«C»

# LES SOCIALISTES AU POUVOIR A MARSEILLE

par Robert RIVIERE

*Construction accélérée du métro au mépris de la vie des ouvriers du chantier, magouilles avec les patrons locaux sous prétexte de «soutenir» les travailleurs en grève, projets d'organisation d'un «super-ilôtage pour surveiller la population... Gaston Deferre à la tête de la municipalité de Marseille, prépare à sa manière, les prochaines élections municipales, thème des travaux du Congrès du PS de dimanche dernier.*

### Deferre ou Poniatowski...

La municipalité de Marseille a formé et mis en fonction un groupe expérimental de vingt-cinq femmes-flics. Le «Provençal» qui se tait sur l'action des CRS contre les travailleurs, par exemple contre ceux de Griffet lors de la réception («à l'improviste») par Deferre, de Giscard d'Estaing, l'an dernier, se répand sur «l'opération charme pour la police municipale» en montrant

G. Deferre passant en revue ses troupes en jupons. «Elles auront un rôle social à accomplir, en protégeant les femmes et les enfants».

Ce n'est là que l'aspect «près des masses» de la politique répressive du PS qui apporte son soutien le plus total à la campagne de répression anti-jeunes de la bourgeoisie.



Deferre veut renforcer l'ilôtage

A chaque opération «coup de poing» ou autres quadrillages, vous pouvez être sûr d'avoir un commentaire élogieux, le matin même, dans le journal de G. Deferre avec photo à l'appui, ce qui veut dire que les journalistes en sont prévenus bien à l'avance. Belle coordination ! Et sa presse se fait le haut-parleur de toute initiative indirectement dictée par les services de Poniatowski, par exemple : dans le «Provençal» du 14/11/75, «Unique en France : une association pour le soutien et la défense des victimes d'agression. Elle préconise la création d'un fonds de garantie alimenté par le travail des malfaiteurs emprisonnés». Commentaire du «Provençal» : «L'Association ne cherche nullement à se limiter à donner

de bons conseils ou à pratiquer des interventions efficaces. D'abord prévenir. M. .... s'est documenté sur le fonctionnement de la police et il en connaît bien les lacunes et les difficultés... S'inspirant d'un exemple remarqué au Japon, il préconise l'installation «d'ilotils», sortes de sentinelles des rues, connues de la population et placées de telle sorte que les factionnaires restent en contact visuel les uns avec les autres...

Elles seraient beaucoup plus efficaces que les trop spectaculaires et inutiles «opérations coup de poing»... Toutes ces idées sont pleines d'intérêt et il faut espérer que l'association réussira à en obtenir rapidement la réalisation». Voilà, Poniatowski, c'est du cousu-main !

### En bons et loyaux gestionnaires du capitalisme, G. Deferre et ses acolytes s'accrochent depuis 1952 à la municipalité de Marseille

«Nous montrerons que nous sommes capables de continuer à bien gérer Marseille», déclarait G. Deferre, samedi 17/01/76 aux journalistes. Cette phrase concluait le «remaniement» de la majorité municipale marseillaise après une division sur un vote permettant à Deferre de se débarrasser de 12 adjoints du Centre Démocrate

et du groupe des Indépendants devenus gérants depuis le passage officiel de leurs dirigeants dans le camp de la Majorité. Sur les 38 élus de la majorité municipale, 29 sont des socialistes, 4 radicaux, 4 G.A.M. et M. Benoit Barsotti qui a abandonné le ratelier des Indépendants en dernière minute.

## Deferre contre les travailleurs

### du métro

Pour la municipalité, c'est l'un de ses meilleurs chevaux de bataille. G. Deferre veut à tout prix que le métro fonctionne pour les prochaines municipales du printemps 77 ou tout au moins, vu le retard, qu'il soit presque fini à cette échéance. Vous rendez-vous compte, la deuxième ville de France à avoir son métro et cela grâce à Gaston ! Alors tout est mis en œuvre pour que rien ne filtre sur les conditions d'exploitation des travailleurs. Dans le journal régional de Deferre : «Le Provençal», les nombreux accidents ne sont relatés que lorsqu'une trémie de plusieurs tonnes de la surface passe à travers la chaussée et atterrit dix mètres plus bas sous les yeux de tous les passants, ou qu'un éboulement interdit toute circulation dans un quartier. Pour les accidents à l'intérieur, ils ne sont mentionnés que très rarement et en cas de tués ou de blessés graves. Au cours de la longue lutte de mai 75, les lecteurs du Provençal n'ont pas pu savoir comment les CRS se sont acharnés sur les travailleurs. Le 23 octobre, les grévistes des chantiers Chartreux et Colbert ont voulu organiser une journée «portes ouvertes», G. Deferre leur a interdit «au nom de la sécurité», et ce n'est que quinze jours plus tard, une fois que tout a été bien arrangé pour la visite, que l'autorisation a été donnée.

Tous les travailleurs de la région marseillaise, qui mènent des luttes dans leurs entreprises, connaissent les prouesses du journal de Deferre, qui parvient, chaque jour, à remplir vingt pages et plus sans en parler. C'est la règle d'or de Deferre et de la municipalité PS de faire le silence sur les luttes ouvrières, sauf exigences électorales : là, par exemple, lorsqu'il s'agit de luttes contre la menace de liquidation d'entreprises, la municipalité cherche à apparaître comme seule

capable de «sauver les meubles», essayant ainsi de couper l'herbe sous les pieds des élus PCF qui, eux, ne ratent pas une

occasion de se faire photographe parmi les travailleurs, pour leur journal, «La Marseillaise». Les agissements des «socialistes» à l'égard de la lutte de Titan-Coder en 74-75 et de Griffet depuis 74, sont très significatifs.



Manifestation, le 1er Mai 76...

### ... aux usines en lutte

Dans sa course contre les candidats du P«C»F, G. Deferre n'a pas hésité à aller trinquer dans un bar de quartier près de l'usine Griffet dans les quartiers Nord en promettant bien évidemment «tout son soutien inconditionnel à leur lutte et qu'il utiliserait au maximum ses influences pour faire autant que pour les ouvriers de Titan-Coder» ; aucune explication sur le silence de son journal sur cette lutte.

Après l'avortement des solutions Genoyer et Gensollen et la proposition de médiation de G. Deferre, finalement c'est le plan Belleville qui est soutenu par la municipalité : celle-ci a racheté les immobilisations et les loue à la SMS (Société Métallurgique de Saint Marcel, ex-Titan-Coder).

Depuis la reprise, les TC ont pu apprécier le «soutien» de G. Deferre et sa caution au plan Belleville : plus du 1/3 des emplois supprimés, sur 1 100 travailleurs 730 repris. En juin 75, l'USTM constate dans une lettre à l'inspecteur du travail : «Malgré un plan d'embauche de redémarrage et les promesses qu'il n'y aurait aucune discrimination, nous sommes dans l'obligation de constater le contraire de ce qui est dit par la direction. A cela s'ajoutent également des pressions pour ne pas dire plus à l'encontre des représentants de notre organisation dans l'exercice de leur mandat».

Quatre mois plus tard, neuf travailleurs étaient

frappés de deux jours de mise à pied parce qu'ils luttèrent contre les importantes pertes de salaire.

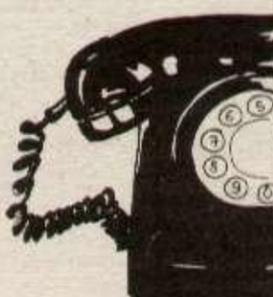
La municipalité PS promet le même sort aux travailleurs de Griffet. Actuellement, G. Deferre veut réaliser la même opération (rachat et location des installations), avec un industriel local, Genoyer, candidat malheureux à Titan-Coder, et jeune requin industriel. Celui-ci, dans la revue économique régionale «Objectif Sud» qu'il dirige rappelle qu'en tant que membre de la majorité, il adhère au grand dessein d'un rassemblement des forces de progrès, comprenant naturellement les socialistes. (!)

Comme un service rendu en vaut bien un autre, Deferre a tenu à préciser aux «Griffet» qu'ils devaient se tenir tranquilles

s'ils veulent que son soutien à Genoyer atteigne son but.

La veille de l'inauguration du voilier géant d'Alain Colas par G. Deferre et sa cour municipale, les «Griffet» étaient allés le baptiser à leur manière en l'occupant un bref instant et en diffusant un tract dans lequel ils dénonçaient le déploiement excessif du zèle de Deferre pour ce voilier alors que rien n'était fait pour leurs emplois ; non content d'injurier les travailleurs au téléphone, au cours de l'entrevue suivante, ce M' a posé comme condition impérative à la poursuite des discussions et au maintien de son soutien, que les «Griffet» lui fassent personnellement des excuses !

Voilà qui en dit long sur le «changement» dans une société d'Union de la Gauche.



Téléphonez au quotidien

243 63 61

de 9<sup>h</sup> à 17<sup>h</sup>

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRM  
Adresse Postale : BP 225-75924 Paris Cédex 19  
Directeur de Publication : Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942

# CINÉMA RÉVOLUTIONNAIRE

LE DERNIER FILM CHINOIS «RUPTURE»

## LA LUTTE DE CLASSE DANS L'ENSEIGNEMENT

Projeté dans toute la Chine depuis le début 1976, «Rupture» est le premier film de fiction ayant pour thème la révolution dans l'enseignement. Le personnage central est Long, un travailleur chargé de diriger la création d'une nouvelle université, dans une région reculée du Kiang-Si, au sud-est de la Chine, là où le Parti Communiste Chinois, trahi par Tchiang Kai-Chek, établit sa première base armée vers la fin des années 20. La voie qu'il va suivre pour recruter les étudiants, pour édifier l'Université, pour choisir les programmes et les méthodes d'enseignement, est en rupture complète

...La lutte n'existe pas seulement au moment de la fondation de l'Université mais aussi quand il s'agit de savoir quelle voie on va suivre dans l'enseignement. Est-ce que l'on va enseigner à portes ouvertes ou à portes fermées ? Zao (1) et ses pareils s'engagent sur la voie qu'ont toujours suivie toutes les classes exploiteuses de l'histoire : la voie de la porte fermée.

### LA QUEUE DU CHEVAL ET LA TÊTE DU BUFFLE...

Dans la section d'élevage

#### Réalisme et romantisme révolutionnaire

Les épisodes de la lutte de classes dans le domaine de l'enseignement, «Rupture» les concentre et les rassemble en les situant entre 1958 et 1962, dans le Kiang-Si, pour montrer l'ancienneté de cette lutte. Mais, le film se situe au cœur de la lutte menée actuellement en Chine pour préserver les acquis de la Révolution Culturelle.

Des allusions précises sont faites aux positions de Teng Siao-Ping concernant la révolution dans l'enseignement. Le film lui-même, en plein tournage, a été l'objet d'attaques sérieuses. Tourné en pleine lutte, en seulement 74

jours, au cours de l'automne 1974, enjeu de la lutte, il apparaît comme l'un des plus vivants et des plus riches de la production cinématographique chinoise.

Le film tire parti des principes de la mise en scène des opéras révolutionnaires de la Révolution Culturelle et de la pratique du cinéma documentaire. Les grands chapitres du film sont rythmés par les saisons, le lien est fait entre l'enchaînement des prises de vues et la lutte pour la construction du socialisme à la campagne. Ainsi, l'apprenti forgeron, renvoyé de l'Univer-

sité par les autorités académiques dominées par l'idéologie bourgeoise, le recteur Long va le chercher dans son hameau. En le suivant dans sa course à travers les champs, les rivières et les montagnes, la caméra nous fait sentir la distance qui sépare encore les intellectuels des travailleurs en même temps que le mouvement irrésistible des deux personnages, l'un vers l'autre exprimant la volonté de vaincre ces difficultés, pour bâtir la société socialiste, volonté très forte chez le bûcheron devenu recteur et le forgeron qui veut connaître les tracteurs.

avec les conceptions bourgeoises en matière d'enseignement. Long se heurte à ses collègues dont Zao, le recteur-adjoint. Avec le comité du Parti de l'Université en création, il se heurte aussi à certains responsables du comité régional du Parti. Le film est l'histoire de cette lutte. Long est un personnage typique qui concentre les qualités populaires, la lutte il la mène avec les paysans, les étudiants révolutionnaires, contre les tenants de l'embourgeoisement, du retour au capitalisme en Chine.

...La méthode d'enseignement, c'est le gavage. On introduit tout ce qu'on peut dans le cours, plus cela va, plus les étudiants ont les idées confuses. Mais les professeurs considèrent que «moins on comprend et plus les questions que l'on pose sont profondes»...

...Pour abolir cette coupure entre théorie et pratique, Long (3) mobilise les élèves et les professeurs en leur disant de quitter les murs de leurs petites salles de classe pour aller dans l'immense

amphithéâtre qu'est la campagne. En définitive, dans le domaine de l'enseignement, pour savoir qui exerce la dictature sur qui, il faut considérer d'après les critères de quelle classe on va organiser l'école pour former la nouvelle génération ; Pour Zao, les critères, ce sont la bonne note et la pertinence des réponses ; à partir de ces éléments d'évaluation de la bourgeoisie, il utilise les examens comme autant d'attaques contre les étudiants, attaques qui vont lui permettre de renvoyer tous ces étudiants qui n'en sont pas ;

parlé de la récolte...

FEUILLE D'EXAMEN : BLANCHE OU ROUGE ?

En effet, pourquoi une dizaine d'étudiants sont-ils chassés de l'université ? Parce qu'ils ont rendu une copie blanche. C'est là la réponse de Zao et consorts. En effet, une dizaine d'étudiants ont passé la nuit à aider une équipe voisine à sauver la récolte menacée (4) ; le lendemain, ils ont rendu une feuille sur laquelle ne figurait pas même la moitié d'un caractère, c'était bien une feuille blanche : le mot correspond

tout-à-fait à la chose ! Mais quand un vieux paysan, délégué par l'équipe de production, sort de sa veste une lettre de remerciement sur papier rouge, il dit avec émotion et gravité : «c'est une feuille rouge».

Une dizaine d'étudiants sont donc chassés... Parmi eux, Jiang Da-nian, retenant ses larmes, attrape ses affaires et s'en va...

...En partant il exprime son opposition, sa révolte face à la ligne révisionniste dans l'enseignement...

...Quand celui-ci s'en va, un autre étudiant s'écrie : «Jiang Da-nian, ne t'en va pas ! Il faut lutter contre eux » !...

Aujourd'hui, grâce à la Révolution Culturelle, la situation sur le front de

l'enseignement est dans l'ensemble très bonne. Mais les vagues de la tempête ne sont pas encore apaisées. Remettant en cause la révolution dans l'enseignement, certains dans les milieux de l'enseignement n'entrent-ils pas le même air que Zao Zhong He ? C'est pourquoi il faut non seulement mener la lutte avec courage, mais de plus utiliser le marxisme léninisme comme arme permettant de mettre au clair les véritables tenants et aboutissant de toutes les calomnies qui ont été répandues.

Extraits d'un article publié dans la revue chinoise : «Pratique de l'enseignement» (numéro 1) et intitulé : «Qui exerce la dictature sur qui ?»

(1) Zao : recteur-adjoint

(2) Le vieux professeur qui veut placer à tout prix son discours savant sur «la fonction de la queue de cheval» renvoie avec mépris un paysan qui veut faire soigner son buffle. C'est la révolte chez les étudiants : les journaux muraux apparaissent sur l'école : «parler moins de cheval et plus du cochon

et du buffle» (il n'y a pas de chevaux dans le Kiangsi).

(3) Long : recteur

(4) Une invasion subite de parasites menaçait la récolte. Les étudiants ont mis leur examen au second plan et passé la nuit au travail avec les paysans. Ils ne seront pas au point pour leur examen le lendemain matin...

PROJECTION DU FILM

### RUPTURE

DEBAT : LA LUTTE ACTUELLE POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Mutualité : JEUDI 20 MAI

ENTRÉE : 7 F - 20 H 30 (organisé par les AFC)

## feuilleton

# HON DAT

DE ANH DUC

#### RÉSUMÉ :

Pendant la nuit, la population de Hon Dat manifeste pour enterrer Su et en même temps ravitailler les partisans. Le capitaine Cao appelle son supérieur au téléphone.

#### 32<sup>e</sup> ÉPISODE LA GROTTÉ RAVITAILLÉE

— Comment ! La population manifeste, dites-vous ?

— Oui, mon commandant. Ils veulent enterrer la Viet Cong au pied de la colline. Malgré mon interdiction, ils ont franchi le ruisseau.

— Tirez des coups de semonce, que diable.

— Je l'ai fait, mon commandant. Sans résultat. M'autorisez-vous à tirer dans le tas ?

— Non ! Non ! Ça va nous créer des emmerdements. S'ils ont passé le ruisseau, eh bien, courez dessus et stoppez-les !

— Bien mon commandant !

Cao sortit en courant.

Mais c'était trop tard. Il ne vit plus personne près du ruisseau. Les dernières torches avaient disparu dans la cocoteraie. Rien d'autre que des reflets intermittents de lumière sur les palmes.

Lorsque le capitaine, à la tête d'une section, rattrapa la queue du cortège, il se détacha du groupe de tête de ce dernier des silhouettes noires qui couraient à toutes jambes vers la grotte. C'était les femmes chargées par Mme Hai Thep de ravitailler les combattants.

La première à s'élaner fut Ca My. Elle portait dans une main une bouteille d'eau recouverte de paille et un paquet contenant du riz gluant bien pressé. Elle bondissait à toutes jambes. Derrière elle, d'autres femmes porteuses de victuailles la suivaient.

Près de l'entrée, un coup de feu claqua de la grotte. La balle frôla les cheveux de Ca My. Elle s'arrêta net, effrayée, et hurla :

— C'est moi, Ca My, mes frères ! Je vous apporte des vivres !

Le guérillero qui venait de tirer fut sidéré.

— Ciel, c'est vous, Ca My ? Je vous ai blessée ?

— Non ! Non ! ne t'inquiète pas.

Ca My Bredouilla en s'élançant vers la grotte. Elle poussa la bouteille et le paquet à l'intérieur. — Vous êtes au complet, mes frères ?

— Oui !

— Su est morte, nous allons l'enterrer.

Elle s'empressa de rejoindre le cortège après avoir échangé ces quelques mots. Une autre arriva. Encore une bouteille, un paquet. Chacune dit son nom, demanda des nouvelles puis s'en alla. A chaque apparition, les combattants répétaient :

— Soyez tranquilles, nous n'avons que deux blessés. On tient bon.

— Engagez la lutte au village ! Exigez le paiement des dommages ! Sapez le moral des troupes ! Allez-y fermement !

— C'est compris !

Subitement, on entendit s'élever la voix de Tu Nghiep :

— Ciel, c'est la maman de Lua qui est là ?

— C'est moi, c'est moi, mon homme. C'est moi. Au revoir !

Des questions hâtives et des réponses précipitées. Questions et réponses se croisaient au milieu du bruit des bouteilles d'eau et des paquets de vivres tombant à l'entrée de la grotte. La lune éclairait les allées et venues de ces silhouettes qui portaient toutes un chignon ou de longues tresses. Les guérilleros reconnaissaient qui une fille, qui une épouse. Du dehors, les ravitailleuses ne voyaient que les ténèbres et des mains qui se tendaient. A la voix, elles reconnaissaient ou leur mari, ou leur frère, ou un voisin. Rien que des voix familières et chères.

Depuis cinq jours, privés de nouvelles, ils s'inquiétaient réciproquement de leur sort. Cette cinquième nuit, la lune fut témoin de leur rencontre. Un enthousiasme extraordinaire saisit les uns et les autres auprès de cette grotte que l'ennemi n'avait pu forcer après cinq jours de combat. Les défenseurs étaient exaltés à la pensée qu'ils n'étaient pas isolés. Les femmes quittaient la grotte persuadées qu'elle serait inexpugnable. Tous étaient convaincus que cette rencontre ne serait pas la dernière.

(à suivre)



# GUADELOUPE : UNE JEUNE NATION EN LUTTE

Par Christine VAIVRE

## LES FORCES POLITIQUES EN PRÉSENCE

### LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE (2)

Nous avons vu hier comment petit à petit, contre la domination colonialiste, contre la volonté de la perpétuer qui existe dans les différentes couches et classes de la bourgeoisie guadeloupéenne et particulièrement à travers le projet d'autonomie interne du P«CG», la conscience de la nécessité de la lutte pour l'indépendance nationale s'est faite jour. Des camarades guadeloupéens nous ont expliqué l'évolution de ce mouvement.

**Il fallait se cacher pour prononcer ce mot-là : indépendance nationale**

*QdP : Pouvez-vous nous dire comment s'est formé le mouvement pour l'indépendance nationale ?*

R : Le développement du mécontentement populaire, la faiblesse des mouvements de gauche, l'influence des luttes de libération cubaine, algérienne, la lutte au sein du Mouvement Communiste International... vont favoriser la prise de conscience révolutionnaire des guadeloupéens et motiver la création, en 1963, du GONG (Groupement des Organisations Nationales de la Guadeloupe). A son origine, ce mouvement est essentiellement composé d'intellectuels et de quelques ouvriers. Beaucoup sont des nationalistes petits bourgeois et aussi des gens plus ou moins révoltés contre la situation coloniale. Toujours est-il que très rapidement, le GONG va dénoncer le P«CG» comme parti révisionniste et faire de la propagande pour le mot d'ordre d'Indépendance Nationale. Il fera de la propagande par tracts, graffitis. C'est très important à cette époque parce que ce mot d'Indépendance Nationale, on n'osait pas le prononcer en public, il fallait se cacher pour en parler. Par sa propagande, le GONG contribuait à familiariser le peuple guadeloupéen avec ce mot d'ordre. Le GONG mène donc essentiellement un travail idéologique. Mais à la suite du travail mené en son sein par les éléments marxistes-léninistes qui en étaient membres, le GONG émet des idées de parti communiste. Il définit la révolution guadeloupéenne : elle doit être révolution nationale démocratique puis révolution socialiste. Il formule comme moyen sûr d'obtenir l'Indépendance Nationale, la violence révolutionnaire, il dénonce le P«CG» comme révisionniste. Le GONG se transforme alors en noyau de résistance. A ce moment, des éléments nationalistes petit-bourgeois au sein du GONG et même certains éléments se réclamant du marxisme-léninisme vont constituer un courant qui se révélera progressivement être de droite. C'est ainsi que, par exemple en 1967, alors que le colonialisme réprime durement le peuple guadeloupéen à l'occasion d'une grève et en profite pour emprisonner la plupart des militants anti-colonialistes, ces éléments prennent peur. Ils se rapprochent de plus en plus du P«CG», répandent des théories selon lesquelles le peuple guadeloupéen ne peut pas vaincre l'impérialisme français, qu'il faut envisager le dialogue. Ils accusent même les colonialistes français d'être des séparatistes sous prétexte qu'il est écrit dans la constitution qu'un peuple a le droit de disposer de lui-même et que cela signifie que la bourgeoisie française veut forcer le peuple guadeloupéen à acquiescer son indépendance !!!

Face à ce courant, en apparaît un autre qui lui se fera remarquer par son caractère dogmatique, coupé des travailleurs. Celui-ci se manifestera en 70 par son opposition aux syndicats comme l'UTA dont la création l'a surpris puisqu'il n'y avait pas participé. Lors des mouvements de lutte de 71 et 72, ses représentants lanceront des mots d'ordre ne correspondant pas à la situation, méprisant la lutte revendicative sous prétexte que de toute façon la seule solution c'est l'indépendance nationale.

Ce sont les travailleurs qui leur répondront lors de meetings où ils les avaient invité à s'expliquer.

**Une force qui se développe : la classe ouvrière**

Les luttes se sont intensifiées en Guadeloupe. Nous avons vu en 70 l'apparition de l'UTA, en 72 celle de l'UPG et en 74 celle de l'UGTG. Mais il fallait organiser politiquement le mouvement des masses. Il n'était pas possible d'avancer plus s'il n'y avait pas de parti. C'est à ce moment, en 73, que le PTG, Parti des Travailleurs de Guadeloupe, annonce sa création. Il définit comme seul moyen d'accomplir la révolution démocratique, puis la révolution socialiste, la violence révolutionnaire. Alors que tous les partis et organisations de Guadeloupe, comme on le sait, viennent d'un parti français, ce parti se déclare indépendant, il n'y a pas de parti-père ou de parti-fils, les relations qu'il veut entretenir avec les autres organisations révolutionnaires sont des relations d'égalité.

Aujourd'hui donc, quand on parle des forces politiques en présence en Guadeloupe, il faut bien voir que la force naissante, la force qui progresse, c'est la classe ouvrière qui assume de plus en plus son rôle dirigeant comme on l'a vu dans les mouvements de lutte depuis 71.

#### LES TROTSKISTES : UN PETIT PROBLÈME

*«Les trotskistes guadeloupéens sont comme tous les trotskistes avec la particularité d'être encore plus comiques dans un pays où la paysannerie constitue la majorité de la population. Ils réalisent cette performance d'oublier la majorité du peuple guadeloupéen et de la classer dans les rangs des forces contre-révolutionnaires. Alors que l'histoire n'a jamais donné de révolution trotskiste, ce ne sera certainement pas en Guadeloupe que ça va commencer. Ce sont des gens qui font tout pour s'opposer aux forces de la révolution guadeloupéenne. En Guadeloupe, leur aspect principal, c'est leur alliance à tout prix avec les révisionnistes du P«CG», contre les mouvements des masses. Leur existence réelle est pratiquement égale à zéro. Cependant, ils ont quelque chose en France, à la faveur même de l'état d'inorganisation relative de l'immigration guadeloupéenne. Il y a peut-être dans l'immédiat quelques petits problèmes avec ces gens dans un certain milieu petit-bourgeois, mais les trotskistes de «Combat Ouvrier» ne représentent pas une force sérieuse.»*



#### UNE NATION NÉE DANS LA LUTTE

Au fil des années, sous le joug esclavagiste, sous celui du colonialisme, s'est forgée la conscience nationale guadeloupéenne.

Après avoir accueilli amicalement les premiers colons français, les Caraïbes, peuple originaire de la région, organisèrent petit à petit la résistance contre celui qui montrait de plus en plus son visage d'opresseur, de pil-

eslaves noirs arrachés à leur terre d'origine, à l'Afrique. Ceux-ci s'installent dans leur nouveau pays, y implantent leurs traditions culturelles, leur langue. Petit à petit, face à l'exploitation cruelle qu'ils subissent, ils se révoltent. Ils se lient aux Caraïbes survivants et luttent avec eux contre l'opresseur français. Dans cette lutte, une nouvelle solidarité se crée, apparaissent les premiers signes de la conscience nationale. Pour lutter, tous les moyens sont bons, c'est là par

luation de la domination coloniale et qui ne parlent que français, et ceux qui affirment leur identité nationale, leur volonté d'accéder à l'indépendance et parlent créole. Malgré plusieurs décennies de tentatives pour le faire disparaître, le créole est toujours là, bien vivant, arme essentiellement dans la lutte du peuple. Malgré son interdiction à l'école où les enfants de la Guadeloupe apprenaient que leurs ancêtres étaient les gaulois, le créole s'est affirmé. Aujourd'hui il est parlé, chanté, écrit en poèmes. Il proclame à la face des colonialistes que le peuple guadeloupéen existe, qu'il a une langue, un pays qui veut vivre libre et indépendant.

#### DES SIÈCLES DE LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

1802, 1848, 1900, 1946, 1967, 1975... autant de dates parmi d'autres qui ont jalonné la lutte pour l'indépendance et la liberté du peuple guadeloupéen. C'est dans la lutte contre l'esclavagisme, le colonialisme, pour affirmer leur volonté de vivre libre dans un pays indépendant, que les patriotes guadeloupéens ont développé, depuis plus de deux siècles, leur conscience nationale. Et cette conscience, aucune répression n'en viendra à bout, qu'elle soit culturelle, militaire ou politique. Elle ne fera que croître et se renforcer jusqu'à la victoire de la lutte pour l'indépendance nationale, puis plus tard, sous le socialisme.

La Guadeloupe est une nation qui veut vivre libre.



leur des richesses naturelles. Cette résistance héroïque se heurta à une répression sanglante, au génocide d'un peuple par les colons français. Seuls quelques Caraïbes survécurent en se réfugiant dans les forêts.

exemple que sont utilisées les traditions culturelles.

#### NAISSANCE DE LA CONSCIENCE NATIONALE

Pour donner un nouvel élan à leur exploitation, à leur pillage, les colons français avaient besoin de main d'œuvre qui ne lui coûte rien. C'est alors qu'arrivent en Guadeloupe les premiers

#### UNE ARME : LE CRÉOLE

Dans sa lutte, une des armes du peuple guadeloupéen a été sa langue. D'origine africaine, enrichi de mots d'origine caraïbe ou française, le créole est bien une langue couramment parlée par le peuple guadeloupéen. L'usage ou non de cette langue est une démarcation nette entre ceux qui veulent l'assimilation, la perpé-

#### LA HANTISE DES ESCLAVAGISTES : LE TAMBOUR

Le tambour devint vite la hantise des esclavagistes. Avec leurs tambours, leurs chants, les esclaves dénonçaient le régime de terreur qu'ils subissaient, mais aussi communiquaient entre eux. Le tambour permettait d'annoncer les luttes, la venue de forces de répression... C'est pourquoi les colonialistes essayèrent d'en interdire l'usage : peine perdue ! Le peuple guadeloupéen,

en pleine formation, resserrait les rangs, renforçait sa lutte. De grandes révoltes sont organisées, comme celle de mai 1802, il y a aujourd'hui 174 ans. Bien d'autres vont suivre. Si le peuple guadeloupéen a été libéré de l'esclavage, c'est bien à ses luttes qu'il le doit et non aux bonnes grâces de ceux qui, de toutes façons, allaient poursuivre leur domination sous la forme du colonialisme.